

Louvain School of Management

Faut-il répondre à l'appel d'offres du mur de Trump ? Analyse économique

Auteur : Sébastien Vandeplas

Promoteur(s) : Per Joakim Agrell

Année académique 2018-2019

Remerciements

Tout d'abord je tenais à remercier mon promoteur, le doyen Per Joakim Agrell. Depuis qu'il est devenu mon promoteur, il n'a pas hésité à me conseiller lorsque j'avais une question, à me guider pour la réalisation de celui-ci et à répondre rapidement ce qui m'évitait de douter trop longtemps.

Je tiens également à remercier le professeur, Thierry Bréchet, qui m'a permis de choisir ce sujet et qui m'a également conseillé.

Mes sincères remerciements à Patricia Revesz qui m'a aidé dans la réalisation, dans la relecture et dans l'organisation de mon travail.

Enfin, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont continué à me soutenir malgré le temps que je prenais pour la réalisation de ce mémoire. Que ce soit, mes parents, Bénédicte et Jean-Marie, mes frères et sœurs, Gaétan, Virginie et Laurence et également tous mes amis.

Merci à eux.

Table des matières

Introduction.....	1
Pourquoi construire un mur ?	1
La question de recherche	2
Les limites	2
Plan du mémoire	3
Partie 1 : Revue historique	4
Chapitre 1 : Murs et barrières de l’histoire	4
Chapitre 2 : Le mur de Trump dans la littérature.....	8
Chapitre 3 : L’appel d’offres dans la littérature	14
Section 1.3.1. Définition	14
Section 1.3.2. La législation américaine	15
Section 1.3.3. Les différents parties prenantes.....	18
Chapitre 4 : Analyses économiques du mur de Trump	19
Section 1.4.1. Coûts du mur	19
Section 1.4.2. Le protectionnisme.....	21
Section 1.4.3. Impact macroéconomique du mur sur les pays impliqués.....	22
Chapitre 5 : Synthèse.....	27
Partie 2. Analyse comparative.....	29
Chapitre 1 : Comparaison avec un mur de l’histoire contemporaine	29
Section 2.1.1. Le mur de Gaza	30
Section 2.1.2. Conséquences socio-économiques du mur de Gaza	30
Section 2.1.3. PIB, taux de chômage et ECI	34
Section 2.1.4. Pourquoi comparer le mur de Gaza avec le mur de Trump ?	39
Chapitre 2 : Le projet de construction, faisabilité et temporalité.....	44
Partie 3. Analyse économique.....	46
Chapitre 1 : Coûts directs	46
Chapitre 2 : Coûts indirects	48
Chapitre 3 : Effets macroéconomiques	49
Section 3.3.1. Finances publiques	49
Section 3.3.2. Relations commerciales.....	51
Section 3.3.3. Développement des coûts de manœuvre	52
Chapitre 4 : Croissance	53
Chapitre 5 : L’effet “concorde”	55

Conclusions.....	57
Contribution à la littérature	57
Recommandations pratiques	57
Discussion.....	58
Bibliographie.....	61
Annexes	67
Annexe 1 : Carte de la frontière entre la Cisjordanie et Israël.....	67
Annexe 2 PIB de l'agriculture des Etats-Unis (2009-2019).....	68
Annexe 3 PIB de l'agriculture du Mexique (2014-2019)	68
Annexe 4 PIB des services des Etats-Unis (2009-2019).....	69
Annexe 5 PIB des services du Mexique (2014-2019)	69

Introduction

Pourquoi construire un mur ?

Lors de la campagne présidentielle américaine de 2016, Donald Trump fait une promesse électorale en mentionnant la construction d'un mur entre le Mexique et les Etats-Unis. Depuis lors, il s'évertue à construire ce mur coûte que coûte.

Mais qu'est-ce qui pousse Donald Trump à vouloir construire ce mur, quelles sont les raisons qu'il évoque afin de justifier toutes ces démarches ?

L'immigration clandestine, le trafic de drogue et des êtres humains, le trafic d'armes, l'invasion de terroristes sur le territoire américain, différentes raisons le poussent à vouloir construire ce mur, cependant la raison principale était de stopper l'immigration clandestine venant du Mexique.

Le 11 septembre 2001, les attentats des tours jumelles, poussent les Etats-Unis à adopter un système de « frontières défendues ». Les Etats-Unis et le Mexique tiraient parti des nombreux passages des Mexicains et des Américains. En effet, ce passage permettait à de nombreux Mexicains de venir travailler dans le secteur de l'agriculture aux Etats-Unis et de nombreuses entreprises américaines pouvaient bénéficier des avantages proposés par le Mexique. (Goussot, 2017) Enfin, il convient également de contrer toute sorte de contrebande qui constitue un fléau depuis de nombreuses années à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. (Department of Homeland Security [DHS], 2017) Les frontières sont des endroits où la mobilité n'a pas son pareil. Il y a chaque année des passages de millions de moyens de transport et de personnes. Les risques de contrebande sont donc très élevés.

D'un point de vue économique, cette frontière permet aux Etats-Unis d'octroyer des financements à des industries pour qu'elles se renforcent dans leur secteur et qu'elles puissent tester de nouvelles technologies.

A moins de deux ans des prochaines élections présidentielles, cette promesse électorale pourrait coûter à Trump la place de Président s'il n'y répondait pas. Pour la majorité de

sa base électorale, ce projet est essentiel, voire primordial. Ainsi, 53% de celle-ci considère ce projet comme prioritaire et 25% comme important. (Liabot, 2018) Dès lors, Donald Trump peut-il se permettre de se placer dans une situation embarrassante si le mur n'était pas construit ? Quelles seraient les réactions de ses partisans et de son parti ? Ce sont indéniablement des questions auxquelles il devrait faire face si le mur n'aboutissait pas.

Enfin, Trump ne se contente pas de créer un mur physique, il est également en train de mettre en péril les accords économiques avec d'autres pays et d'ériger un mur économique entre les Etats-Unis et les autres pays. Cette mise en péril des différents accords sera traitée plus tard dans ce mémoire.

Il a toujours existé une véritable coupure entre le Mexique et les Etats-Unis, avec deux niveaux de développement économique, deux sociétés distinctes et cette frontière méridionale qui met fait miroiter le rêve américain à de nombreux mexicains. Mais Trump envisage de créer une séparation bien visible qui augmenterait cette disparité des sociétés. (Goussot, 2017)

La question de recherche

Ce mémoire traite le sujet du mur de Trump et les implications que ce mur pourrait avoir d'un point de vue économique. Il est également question de savoir, en faisant une analyse économique, s'il faut répondre à l'appel d'offres du mur de Trump ?

Les limites

Premièrement, il y a certaines limites quant à ce que nous allons pouvoir étudier. En effet, le sujet du mur de Trump est un sujet d'actualité qui donne lieu à de nouvelles informations chaque jour. Ceci est donc compliqué à suivre, mais dans un souci de recherche de la qualité, l'auteur a suivi les différentes informations qui étaient publiées chaque jour afin de couvrir la question au maximum.

Deuxièmement, il est impossible de travailler sur toutes les perspectives du mur de Trump. Il a donc fallu se focaliser sur la perspective économique pour éviter de s'éloigner de l'objectif recherché.

Plan du mémoire

Ce mémoire est divisé en trois parties. Une première partie qui porte sur la revue de la littérature qui a permis d'analyser les différents aspects qui ont déjà été traités en rapport avec la question de recherche. Ainsi, la revue de la littérature consiste en une partie de recherche, tout d'abord au niveau des murs existants, afin de situer le mur de Trump d'un point de vue historique, ensuite une analyse plus spécifique du mur de Trump et des appels d'offres. Finalement, une analyse des aspects économiques liés à la construction de ce mur.

La deuxième partie porte sur l'analyse comparative et plus précisément, l'analyse comparative avec le mur de la Bande de Gaza. Il est intéressant de comparer ce mur avec le mur de Trump car il présente des caractéristiques similaires qui seront développées ultérieurement. Il a ensuite été question de la faisabilité et de la temporalité du mur de Trump, soit le temps que le projet va mettre pour être construit.

La troisième partie traite de l'analyse économique du mur de Trump. Tout d'abord, tout ce qui a trait au coût, qu'il soit direct ou indirect, ensuite les effets macroéconomiques de ce mur et également la croissance de l'économie américaine et mexicaine pour enfin parler de l'« effet concorde ».

Partie 1 : Revue historique

Chapitre 1 : Murs et barrières de l'histoire

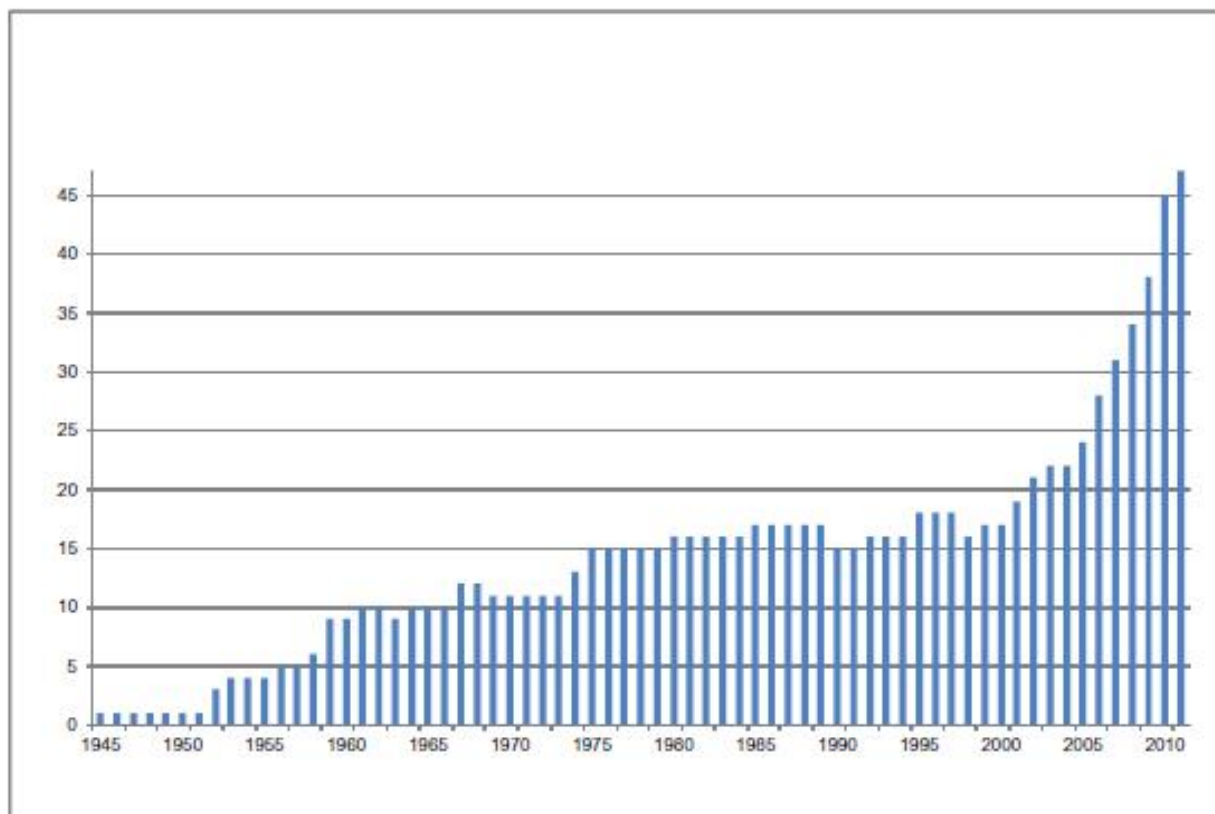
Les murs et les barrières entre les pays existent depuis tout temps. Citons par exemple Alexandre le Grand qui a bâti un mur entre les montagnes du Caucase et la mer Caspienne (IV^e siècle ACN) pour éviter que les Barbares n'envahissent la Grèce. Ce mur n'était pas le seul, il y avait également la Grande Muraille de Chine érigée par la dynastie Qin dont la construction démarra au III^e siècle ACN. Il en existe également d'autres, on peut notamment citer le mur romain d'Hadrien (122 PCN) dans le nord de l'Angleterre, le mur d'Antonin en Ecosse (140PCN), (Neisse & Novosseloff, 2010) Plus tard, pendant le Moyen-Age, de nombreux murs et murailles ont été construits autour des cités ou des châteaux, d'abord en bois, puis en pierre. (Neisse & Novosseloff, 2010)

A cette époque, l'objectif principal des murs était de pouvoir se défendre contre les différents envahisseurs, ainsi c'est avant tout dans une optique militaire que se dressent les murs. Ils étaient donc construits sur les frontières du pays, du territoire, de la cité pour empêcher aux ennemis d'avancer. (Neisse & Novosseloff, 2010)

Plus récemment d'autres murs ont été érigés, à savoir, pendant la seconde guerre mondiale, le mur de l'Atlantique, le long de la côte occidentale de l'Europe, la ligne Maginot, construite par la France le long de ses frontières (1928-1940), et les lignes Pedron et Morice, qui firent de l'Algérie un champ clos, afin de se défendre contre le Maroc et la Tunisie (1956-1957). L'objectif principal de ces différents « murs » et ce malgré les années d'écart entre les murs cités ci-dessus, est toujours la protection vis-à-vis d'un autre peuple, la protection militaire. (Neisse & Novosseloff, 2010)

A partir de 1945 et donc du début de la guerre froide, jusqu'à la fin de cette guerre, on peut différencier trois périodes différentes. De 1945 à 1990, on recense une augmentation constante de murs frontaliers, ensuite, après la fin de la guerre froide, il y a une faible diminution de la construction de ces murs et enfin, après 2001, il y a une augmentation considérable en la matière comme nous le montre le graphique ci-dessous. (Vallet & David, 2012)

Graphique 1 : Evolution du nombre de murs frontaliers (1945-2011)



Source : (Vallet & David, 2012)

La première période débute juste après la seconde guerre mondiale et se termine en 1991 à la fin de la guerre froide, il n'y a pas moins de 19 murs qui ont été construits :

« Berlin-Est/Berlin-Ouest, Inner German Border, Tchécoslovaquie/Allemagne, Panama (autour de l'enclave américaine), Gibraltar, Algérie (avec les lignes Morice, Challe et Pédron), Sud-Vietnam/Nord-Vietnam. Tous ces murs ont été démolis. Par contre, ceux érigés entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe, entre Israël et la Syrie ainsi que le Liban, entre la Chine et Hong Kong ainsi que Macao, entre la Rhodésie, le Mozambique et la Zambie, à Cuba pour délimiter la zone de Guantanamo, tout comme la première phase du mur entre l'Inde et le Pakistan, de même que les murs de la zone démilitarisée entre les deux Corées, la ligne de partage de l'île de Chypre et le mur marocain au Sahara occidental, ont, quant à eux, survécu à la fin de la guerre froide. ». (Vallet & David, 2012, p.13)

Cette période est marquée par la bipolarisation, à savoir une « *situation dans laquelle la vie politique tend à s'articuler en fonction de deux partis ou de deux coalitions de partis.* ». (Le petit Larousse illustré, 2002, p.137) Il s'agit en effet, à l'époque, d'une opposition entre deux nations très fortes, à savoir les Etats-Unis et l'ex-URSS. Cette bipolarité va se traduire par une augmentation de la construction de murs. On notera une nette augmentation jusqu'en 1959, vient ensuite jusqu'en 1989, une augmentation plus faible due à la décolonisation mais également à l'apaisement de la guerre froide. (Vallet & David, 2012)

La deuxième période est marquée par la chute du mur de Berlin, c'est une période plus calme au niveau de la construction des murs. En effet, il y a un certain rejet du concept 'mural' mais malgré une période de décroissance au début des années 1990, on constate toujours une faible croissance sur la durée totale de cette période. C'est ainsi qu' « *aux treize murs issus de la guerre froide, sept sont ajoutés entre 1991 et 2001 : Koweït/Irak, États-Unis/Mexique, Espagne/Maroc (autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla), Malaisie/Thaïlande, Ouzbékistan/Afghanistan, Ouzbékistan/Kirghizstan.* » (Vallet & David, 2012, p.15) On remarque quand même un taux de croissance de 11% sur cette période, ce qui correspond au plus faible taux depuis la guerre froide et confirme donc le fait qu'il y a un désintérêt du symbole mural mais pas un rejet total. (Vallet & David, 2012)

Enfin, la troisième et dernière période commence après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et devient une période marquée par une nouvelle vague de construction de murs. Il y a une progression des murs frontaliers énorme qui se traduit par un taux très élevé de 60%. Voici les différents murs construits ou annoncés durant cette période :

« *Turkménistan-Ouzbékistan ; Israël/Palestine ; Inde/Pakistan ; Botswana/Zimbabwe ; Pakistan/Afghanistan ; Chine/Corée du Nord ; Arabie saoudite/ Yémen ; Arabie saoudite/Irak ; Arabie saoudite/Oman ; Arabie saoudite/Qatar ; Arabie saoudite/ Émirats arabes unis ; Inde/Bangladesh ; Inde/Pakistan (phase 2) ; Égypte/Bande de Gaza ; Kazakhstan/Ouzbékistan ; Iran/Pakistan ; Israël/ Liban ; Israël/Jordanie ; Jordanie/Irak ; Inde/Birmanie ; Birmanie/Bangladesh ; Thaïlande/Malaisie (phase 2) ; Émirats arabes unis/Oman ; Brunei/Malaisie orientale – Limbang) ; Russie (Abkhazie)/Géorgie ; Iran/Pakistan ; Iran/Afghanistan ; Grèce/Turquie ; Bulgarie/Turquie.* ». (Vallet & David, 2012, p.15)

On revient à un taux considérable similaire à celui qui a marqué le début de la guerre froide. Il s'agit dès lors d'un nouveau tournant de l'histoire des murs. (Vallet & David, 2012)

Ces différents murs n'ont plus forcément un rôle de défense d'un point de vue militaire mais ils existent pour différentes raisons qui poussent les Etats à s'emmurer et à se protéger de choses indésirables et à s'isoler, pour freiner la contrebande, l'immigration et le terrorisme. (Vallet & David, 2012) C'est dans cette optique que le mur de Trump a commencé à se construire. En effet, après les attaques terroristes aux Etats-Unis, il y a eu un renforcement de la sécurité aux frontières grâce notamment à des barrières qui ont commencé à être érigées sous Georges W. Bush et également sous Barack Obama. Le mur de Trump s'inscrit dans cette continuité malgré qu'il envisage d'en faire quelque chose de bien plus « important ». Le mur a une double dimension, à savoir une dualité qui découle d'une construction identitaire et permet de concevoir de nouvelles identités des deux côtés de ce mur. (Vallet & David, 2012)

Cette démarche de construire à tout va est pourtant en contradiction avec la mondialisation qui caractérise l'époque actuelle. Rappelons que le terme mondialisation signifie « *le fait de devenir mondial, de se globaliser* » (Le petit Larousse illustré, 2002, p.664), c'est-à-dire que la culture, les échanges de biens et services, les hommes ou encore les capitaux s'étendent à l'échelle planétaire, les interactions ne se font plus qu'entre un ou deux pays mais bien entre différentes zones du monde. Il existe de nombreux murs de séparation dans le monde et même s'il paraît peu concevable de les analyser tous, il semblait important de faire un rappel concis des différents murs pour faire comprendre au lecteur qu'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau et que cela s'inscrit dans une certaine continuité.

Chapitre 2 : Le mur de Trump dans la littérature

Depuis le début de leur histoire les Etats-Unis ont entretenu des liens équivoques de pouvoir et de suprématie avec leurs voisins – Le Canada et le Mexique. Cependant, quand la frontière Etats-Unis – Canada ne fait pas trop débat malgré sa taille impressionnante (8893 km), la frontière méridionale (Etats-Unis – Mexique) fait bien plus parler d'elle et c'est ainsi que Donald Trump en est arrivé à vouloir créer une séparation, un mur qui séparerait totalement les deux pays. (Goussot, 2017)

Le mur de Trump est une idée qui a germé pour différentes raisons et qui se maintient aussi pour diverses raisons comme nous avons pu le voir dans l'introduction. Voici un petit aperçu des liens équivoques qui ont toujours existés entre le Mexique et les Etats-Unis.

L'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA) ratifié en 1988 avec le Canada et en 1994 avec le Mexique pousse à une suprématie des Etats-Unis comme étant le cœur de l'Amérique du Nord. La création de l'ALENA a permis à la région frontalière américano-mexicaine d'obtenir des « *relations bilatérales fortes, surtout dans la mondialisation* ». (Goussot, 2017, p.57) On peut notamment citer les exemples d'entreprises américaines comme les usines d'assemblage ou « *Maquiladoras* » qui se fournissent en main d'œuvre à bas coût grâce à leurs implantations au Mexique. Ou encore, l'agriculture et les services américains qui ont pu prospérer grâce à de nombreux Mexicains qui traversaient la frontière pour travailler aux Etats-Unis. (Goussot, 2017)

Enfin, Trump ne se contente pas de créer un mur physique, il est également en train de mettre en péril les accords économiques avec les autres pays et d'ériger un mur économique entre les Etats-Unis et ceux-ci. Depuis le début de son mandat, le Président Trump utilise des expressions très protectionnistes par rapport à l'Amérique. « L'Amérique d'abord », « Achetez américain », « Embauchez américain » sont des mots qui sont sortis tout droit de ses différents discours. Il a ensuite entrepris différentes démarches qui ne laissent pas de place au doute quant à ces intentions. En effet, il n'a pas hésité à brandir des menaces contre différents organismes où les Etats-Unis étaient présents.

« Comme promis, il s'est retiré du Partenariat transpacifique, un accord conclu entre douze pays, sur trois continents et dont la négociation avait pris près de dix ans. Il a menacé de taxes et de tarifs douaniers punitifs les entreprises américaines qui investissent à l'étranger. ». (Dadush & Seror, 2017, p.97)

On peut notamment parler du fait qu'il ait envisagé de quitter l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'il ait renégocié des accords commerciaux régionaux, on pense notamment à l'ALENA, de plus, il envisage de passer de démarches multilatérales à des démarches bilatérales en ce qui concerne les relations entre les pays. (Lanata, 2017). Donald Trump est :

« obsédé par les déficits commerciaux bilatéraux que les Etats-Unis enregistrent avec de nombreux pays. Ils sont dus, selon lui, non pas au jeu des forces économiques, mais aux pratiques déloyales des partenaires étrangers, et à l'incompétence des négociateurs américains. L'excédent bilatéral de loin le plus important (356 milliards de dollars en 2015) est celui de la Chine. Suivent l'Allemagne, le Japon et le Mexique, avec des excédents supérieurs à 60 milliards de dollars. Ce sont les pays qui préoccupent le plus le Président américain. ». (Dadush & Seror, 2017, pp.98-99)

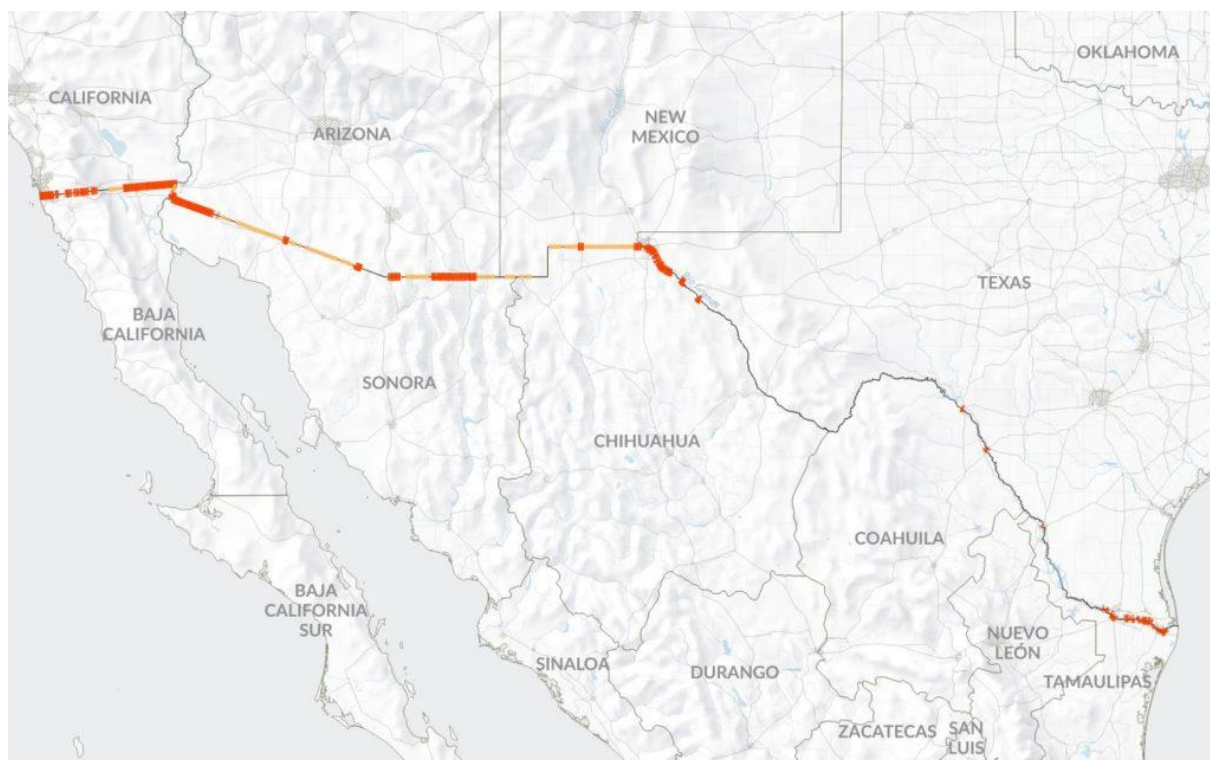
Tout ceci permet d'affirmer que le mur n'est qu'une étape dans le protectionnisme qu'il désire instaurer.

Mais il paraît important d'avoir une image du mur tel qu'il se présente actuellement. Pour ce faire, il convient de présenter le mur comme Trump l'imagine. Tout d'abord, le mur de Trump est une séparation physique entre le Mexique et les Etats-Unis. Ainsi, il veut fermer la frontière Mexique-Etats-Unis grâce à celui-ci afin de mieux réglementer les passages d'un pays à l'autre. En effet, de nombreux Mexicains aspirent à migrer du côté américain pour vivre le « rêve » américain. La frontière entre les E-U et le Mexique figure parmi les plus dynamiques au monde. En 2016, avec plus de 350 millions de passages par an, elle est la première zone frontalière. Au poste de frontière de San Ysidro à San Diego, on comptabilise environ 65 millions de personnes qui passent par-là chaque année. D'un point de vue plus commercial, on recense pas moins de 700 milliards de dollars de marchandises qui franchissent les frontières des Etats-Unis dont 360 milliards de dollars pour la frontière méridionale. (Goussot, 2017)

Cette frontière entre le Mexique et les Etats-Unis est très longue, elle s'étend sur 3145 km sans compter les zones maritimes qui représentent encore 29 km pour le Pacifique et 19 km pour le golfe du Mexique. Cette frontière longe la partie médiane du Rio Grande

« depuis son embouchure sur le golfe du Mexique sur une distance de 2 019 km jusqu'aux régions de El Paso et de Ciudad Juarez. Vers l'ouest, la frontière suit une zone continentale sur 859 km jusqu'à la Colorado River quand elle atteint son point le plus élevé à l'intersection avec le Continental Divide ; la frontière s'étire enfin en suivant la ligne médiane de cette rivière sur 38 km, puis un alignement dirigé vers l'ouest sur 227 km jusqu'à l'océan Pacifique. La largeur de la région frontalière est officiellement de 60 km du nord au sud ; géographiquement, la région frontalière américano-mexicaine est caractérisée par des espaces de désert, des collines escarpées, un ensoleillement intense et deux cours d'eau majeurs, le Colorado et le Rio Grande où se situent des zones assez fertiles. ». (Goussot, 2017, p.56)

Image 1 : Frontière Mexique/Etats-Unis



Source : (Corey & Becker, 2017)

La Border Patrol (Police des frontières) voit le jour dès 1924 afin de réfréner tout ce qui concerne le trafic de la prohibition. Le trafic lié à la prohibition se définit comme étant

« *l'interdiction de fabriquer et de vendre des boissons alcooliques aux Etats-Unis, entre 1919 et 1933* ». (Le petit Larousse illustré, 2002, p.828) La frontière entre les Etats-Unis et le Mexique connaît deux renforcements à deux périodes différentes. Tout d'abord, dans les années 1980-1990 suite à une augmentation du nombre d'immigrations illégales et deuxièmement, suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001. Dans les années 1980-1990, en réponse à l'augmentation des immigrants illégaux, on voit apparaître une augmentation du nombre d'agents de la Police des frontières mais également, de nouvelles technologies avec notamment, des lunettes infrarouges, des capteurs sismiques et un système informatique capable d'aider la patrouille des frontières pour la localisation, l'appréhension et le traitement des immigrants illégaux. Enfin, suite aux attaques terroristes, la sécurité intérieure devient la principale préoccupation des Etats-Unis. Ainsi, en 2003, il y a la création du département de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security, DHS) et la police des frontières devient une partie intégrante du bureau des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis (U.S. Customs and Border Protection). (Goussot, 2017 ; U.S. Customs and Border Protection, 2018)

Le mur que Trump veut construire ne part pas de rien, en effet, des avancées ont été faites durant tout le 20^e siècle et au début du 21^{ème} siècle après les attentats du 11 septembre 2001. Il y a donc déjà un mur qui est construit le long de la frontière avec le Mexique même s'il n'est en aucun point comparable à ce que Trump a annoncé.

« *La frontière est déjà bordée de clôtures, de plus de 30 points de stationnement de la Border Patrol et de 25 points d'entrée officiels aux États-Unis. Actuellement, les clôtures s'alignent sur plus de 1 000 km, principalement dans la moitié occidentale de la zone frontalière, la partie orientale correspondant à la « barrière naturelle » du Rio Grande. La Californie, l'Arizona et le Nouveau-Mexique sont déjà équipés de clôtures en acier, de chicanes pour stopper les véhicules et de barbelés, soit un système de clôtures quasiment continues allant de San Diego à El Paso.* ». (Goussot, 2017, p.58)

Trump envisage son mur comme une aide aux opérations de protection qui se déroulent le long de la frontière et servirait à aider la Police de frontière. En effet, de nombreuses personnes essaient de passer le mur illégalement. Des études ont été menées afin de déterminer le nombre de passages. C'est ainsi qu'« *en 2016, on a dénombré 408 870*

arrestations d'illégaux au niveau du sud-ouest, la plupart de ces migrants s'étant présentés spontanément aux agents de la police de frontière pour demander l'asile politique. » (Goussot, 2017, p.58) En 2016, le taux d'arrestations des immigrants illégaux est revenu plus ou moins à celui des années 1970. Il est compliqué de donner des indications quant au nombre de personnes qui ont réussi à rentrer illégalement aux Etats-Unis. Cependant en 2015, la Police des frontières a estimé à 81% le nombre d'arrestations d'individus qui se sont aventurés dans le passage illégal de la frontière. Cependant, en 2013, un rapport donnait un taux qui était plus aux alentours de 40 à 55%. Dans les chiffres, en 2015, l'*Institute for Defense Analyses*, (Institut d'analyse en matière de défense) une organisation indépendante qui travaille pour des agences fédérales, évalue le nombre d'individus qui ont pu passer la frontière à 200 000 ce qui est nettement moins qu'en 2000 (2millions). Il semble donc y avoir une diminution des entrées illégales depuis les années 2000 et la mise en place de mesures après les attentats (Goussot, 2017)

Comme il a été évoqué précédemment, la plus grande partie de la séparation entre le Mexique et les Etats-Unis présente est en place depuis 2006 ce qui équivaut au deuxième mandat de Georges W. Bush. Cette clôture a débuté avec 22.5 km dans les années 1990 sous les ordres du gouvernement fédéral qui était à l'époque présidé par Georges H. Bush et Bill Clinton. Et ces 1050 km le long de la frontière ont été terminés en 2009, sous les auspices du *Department of Homeland Security* (DHS). (Goussot, 2017)

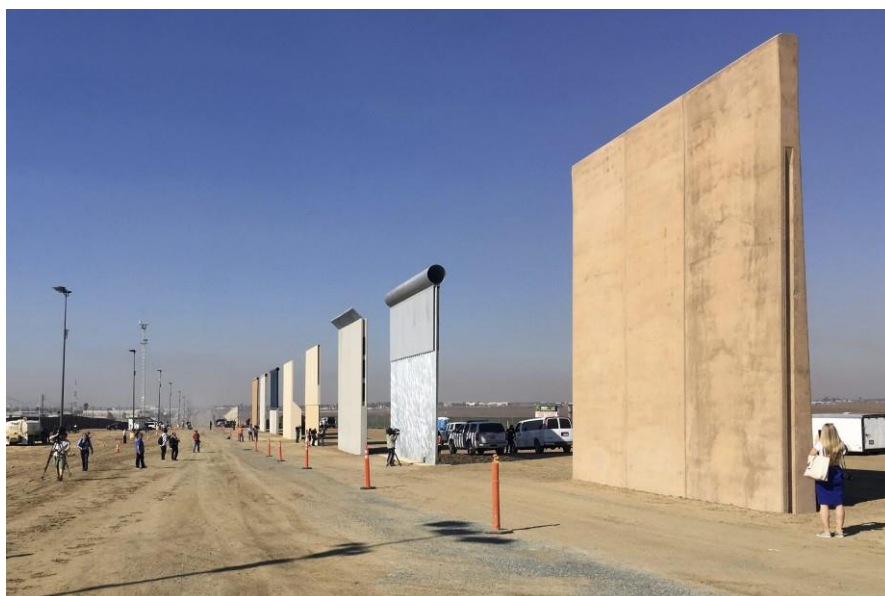
Donald Trump a lancé sa proposition de mur en se basant sur le *Secure Fence Act* (Loi pour les frontières sûres), qui était à l'époque soutenu par les deux grands partis américains à savoir les Républicains et les Démocrates. Le président Trump a donc laissé la main à l'*US Customs and Border Protection* (Administration des douanes et de la protection des frontières, USCBP) pour la réalisation du mur. Ce mur devra cependant avoir certaines caractéristiques bien précises :

« au moins 18 pieds de hauteur (5,5 mètres), agréable sur le plan esthétique du côté américain et capable d'empêcher à la fois de le franchir à l'aide d'une échelle ou en creusant un tunnel. Le mur doit être conçu pour empêcher quiconque d'ouvrir une brèche en une heure de 3 mètres en utilisant un marteau piqueur, un véhicule, un chalumeau ou tout autre moyen de perçage. Les fondations du mur doivent être d'au moins 1,82 m pour empêcher toute construction de tunnel. Cette barrière physique devra s'étirer sur 2 940 km le long de la frontière américano-mexicaine selon la

Sénatrice Démocrate Claire McCaskill, c'est-à-dire près de 2 000 km de plus que l'actuelle clôture ». (Goussot, 2017, p.59)

Il y a dès lors des caractéristiques bien concrètes et objectives pour permettre d'avoir un mur infranchissable, mais il existe également des caractéristiques que l'on pourrait qualifier de farfelues, à savoir l'« esthétique ». Donald Trump a explicitement dit qu'il devait « être agréable à regarder du côté des Etats-Unis » mais qu'il ne se souciait pas de l'esthétique du côté mexicain. (Goussot, 2017)

Image 2 : Prototypes de murs pour la frontière Mexique/Etats-Unis



Source : (La Presse, 2017)

Il est également intéressant de savoir si les Américains soutiennent le projet du mur de Trump. En effet, Trump a été élu mais ce n'est pas pour autant que tous ses projets sont soutenus à 100% par les électeurs. Différents sondages ont été réalisés et parmi ceux-ci, plusieurs confirment qu'il n'y a pas un énorme soutien envers ce projet.

« 60 % des Américains interrogés depuis janvier 2017 désapprouvent nettement l'Executive Order (ordonnance) du Président Trump selon un sondage Gallup de fin

janvier, tandis que 38 % y sont favorables. En affinant l'analyse de l'opinion publique, il apparaît que 80 % des Républicains soutiennent l'Executive Order, 39 % des Indépendants vont dans le même sens et seulement 8 % des Démocrates approuvent le projet. Une étude conduite par le Pew Research Center datant de fin novembre 2016 demandait aux personnes sondées de se prononcer sur 8 propositions concernant la réforme de l'immigration et la construction d'un mur le long de la frontière méridionale des États-Unis. Seulement 23 % des personnes qui ont répondu pensaient que la construction d'un mur au niveau de la frontière était un objectif très important, 17 % important, 19 % pas vraiment important et 40 % pas du tout important. ». (Goussot, 2017, pp.59-60)

Il est cependant important de remettre ces chiffres en question quand on se souvient que lors des élections présidentielles, Donald Trump n'était jamais en tête des différents sondages réalisés et que la presse annonçait volontiers que la candidate Hillary Clinton allait remporter les élections. En effet, il faut se méfier des sondages, qui ont parfois tendance à ne prendre en compte qu'une certaine partie de la population, ce qui pourrait biaiser les résultats. (Laferrère, 2017)

Chapitre 3 : L'appel d'offres dans la littérature

Section 1.3.1. Définition

Afin de bien cerner les contours de ce mémoire, il est important de revenir sur le titre, à savoir : Faut-il répondre à l'appel d'offres du mur de Trump ? - Analyse économique. Ce titre comprend plusieurs termes, dont certains plus techniques, qu'il convient de définir afin de bien comprendre le sujet et la problématique de ce mémoire. C'est dans cette optique que lors de cette deuxième partie, les termes « offre » et appel d'offres vont être expliqués et définis.

Une offre est :

« une proposition ou une offre soumise en réponse à une sollicitation d'un pouvoir adjudicateur. En vertu de la loi, les agences gouvernementales sont tenues de publier des offres chaque fois qu'elles ont besoin d'un produit ou d'un service spécifique. Il

s'agit d'une politique standard visant à prévenir les «offres d'initiés», dans le cadre desquelles des entreprises se voient attribuer des contrats en secret. Il est également avantageux pour l'organisme gouvernemental lui-même, car il crée une concurrence entraînant une baisse des prix. ». (FindRFP, n.d., para.1)

Il existe différentes offres, on peut citer par exemple les demandes de renseignements, les demandes de propositions, les demandes de prix et les appels d'offres. Quand les fournisseurs veulent répondre aux offres, ils doivent être informés de celles-ci. Les offres sont rendues publiques, s'informer de celles-ci est donc aisé. Cependant, vu le nombre d'offres et les différentes procédures, trouver celle qui est idéale pour les fournisseurs n'est pas si évident. (FindRFP, n.d.)

Le terme « offre » ayant été expliqué, il convient à présent de se pencher sur le terme « appel d'offres ». C'est « *une procédure par laquelle un acheteur potentiel demande à différents offreurs de faire une proposition commerciale chiffrée en réponse à la formulation détaillée (cahier des charges) de son besoin de produit, service ou prestation. ». (Bathelot, 2018, para.1)*

Dans le cas qui nous occupe il s'agit bien d'un appel d'offres du gouvernement américain à l'intention de différentes entreprises. En l'occurrence, l'acheteur potentiel se présente comme le gouvernement américain alors que la formulation détaillée est la construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique.

Section 1.3.2. La législation américaine

S'il est en effet important de connaître le sens exact du terme « appel d'offres », il est également utile de savoir quelle est la procédure d'appel d'offres aux Etats-Unis, celle-ci étant différente de celle d'autres pays.

Le gouvernement américain propose un large marché (environ 500 milliards de dollars), de nombreuses personnes sont dès lors intéressées à vendre leurs services au gouvernement. Vu l'ampleur du marché, de nombreux appels d'offres sont publiés par le gouvernement et il convient de les règlementer. C'est ainsi qu'il existe bien plus de

réglementations en matière d'appels d'offres pour les Etats-Unis que pour d'autres pays. (Geenen, 2013)

Le gouvernement fédéral américain est le principal acheteur. Si un fournisseur compte décrocher des contrats et des offres auprès du gouvernement fédéral, il lui faut comprendre comment obtenir ces contrats et de quelles façons le gouvernement fédéral va les adresser et les décerner. (FindRFP, n.d.)

L'administration des services généraux (GSA) est missionnée par le gouvernement fédéral pour obtenir des marchés, des contrats et des offres. La GSA s'occupe de trouver les différents produits et/ou services qui seront finalement utilisés par le gouvernement fédéral. Il s'agit de contrats qui valent plusieurs milliards de dollars. (FindRFP, n.d.)

Les produits et services achetés par la GSA vont des services de nettoyage et de restauration aux contrats informatiques, de télécommunication et de construction. La plupart des contrats GSA concernent des services, produits et équipements standard, notamment: fournitures, équipements et services à usage général, construction, réparation et entretien de bâtiments, services informatiques et de réseau, locaux à bureaux et autres biens immobiliers (achat ou location), et des véhicules pour tous les organismes fédéraux (achat ou location). (FindRFP, n.d. Federal government contracts and bids, para.3)

La GSA affiche de nombreux contrats et offres pour le compte du gouvernement fédéral. Cependant les fournisseurs qui essaient d'obtenir des contrats ne doivent pas exclusivement se contenter de ceux qui sont annoncés par la GSA et peuvent également effectuer leurs propres recherches. Voici plusieurs arguments qui expliquent pourquoi les différents fournisseurs et entrepreneurs ne doivent pas se contenter des contrats publiés par la GSA. (FindRFP, n.d.)

- *« En raison de la complexité, la mise en place de contrats GSA est onéreuse, ce qui implique souvent le recrutement de consultants externes spécialisés dans la GSA.*
- *Tous les fournisseurs ne sont pas qualifiés d'entrepreneurs fédéraux par le produit ou le service prévu dans la GSA.*
- *Les contrats de la GSA ont souvent des marges bénéficiaires inférieures en raison de la tarification des services et de la concurrence accrue*

- *Les contrats GSA sont très spécifiques et il y a peu de flexibilité dans les prix, les produits et les quantités*
- *Calendrier GSA n'est pas utilisé par tous les organismes gouvernementaux*
- *Même si vous avez déjà remporté un contrat GSA, les agences du gouvernement fédéral peuvent ne pas connaître vos services ou vous contacter pour de nouveaux contrats. Vous devez donc continuer à commercialiser votre entreprise auprès du gouvernement fédéral.* » (FindRFP, n.d. Federal government contracts and bids, para.6)

Il est important de relever les différences aux niveaux des réglementations. La première différence est en relation avec le marché. Qu'il soit public ou privé, cela a un impact sur l'appel d'offres. En effet, un appel d'offres sur le marché public est beaucoup plus contraignant d'un point de vue administratif. Une fois qu'on s'engage sur un appel d'offres au niveau public, il n'est pas question de négocier, on doit répondre à l'appel d'offres tel qu'il se présente. (Geenen, 2013)

Si on est sur un marché privé au contraire, il y a une grande marge de manœuvre entre l'acheteur et l'offreur. Les deux parties sont susceptibles de négocier différentes caractéristiques de l'appel d'offres, que ce soit le prix, les autres points du contrat ou une légère modification du service ou produit. Le seul but étant d'arriver à une entente entre les deux parties. (Geenen, 2013)

Deuxièmement, le gouvernement américain va accepter l'offre uniquement en fonction de deux situations. D'abord, uniquement si l'offre proposée par la compagnie est plus intéressante, on est donc dans une situation où le meilleur concurrent sera pris. Sinon, le gouvernement américain utilise aussi la méthode de négociation où en fonction de l'offre, du service ou du produit, il va tout simplement négocier afin de trouver un prix qui arrange les deux parties. (Geenen, 2013)

Lors d'une situation concurrentielle :

*« le gouvernement émet des **appels d'offres** (Request For Proposals - RFP) et des **demandes de prix** (Request For Quotations - RFQ). Si l'appel d'offres dépasse les 25.000 dollars, elle est reprise sur le site du Gouvernement fédéral américain », « Le Gouvernement peut faire également une **demande d'information** (Request For*

Information) sur des produits qui répondent à ses besoins. Ces prises d'information, qui ne débouchent pas automatiquement sur des contrats, restent une occasion pour l'entreprise de mettre son produit en avant et de montrer son savoir-faire, sa valeur ajoutée et son expérience. ». (Geenen, 2013, p.5)

En ce qui concerne les acquisitions publiques, le gouvernement américain procède tout le long de l'année à des achats. Ces achats sont dispersés en différents cycles et lors du quatrième trimestre fiscal, à savoir les mois de juillet, août et septembre, le budget restant est dépensé, donc il s'agit souvent de mois très actifs. (Geenen, 2013)

Section 1.3.3. Les différents parties prenantes

La description des appels d'offres aux Etats-Unis devrait permettre de mieux comprendre l'analyse des appels d'offres du mur de Trump.

Tout d'abord l'acheteur ici est le Gouvernement américain et plus particulièrement le Département de la sécurité intérieure (DHS) qui a été mandaté par Donald Trump suite à la signature de l'Executive Order (Décret-loi) qui lui confiait la responsabilité de construire le mur. Au niveau de la loi, le Département de la sécurité intérieure peut prendre toutes les mesures qu'il estime utiles; il doit également garder la mainmise sur les frontières territoriales et maritimes des Etats-Unis. Cependant d'un point de vue budgétaire, le DHS doit obtenir le consentement du Congrès américain pour obtenir les fonds nécessaires à la réalisation du mur.

De l'autre côté, on trouve les différents offreurs qui sont toutes les compagnies susceptibles de répondre à cet appel d'offres. (Goussot, 2017) Il y a d'abord eu de la part du Département de la sécurité intérieure des sollicitations pour des offres pour le design et la construction de prototype du mur. Des centaines de sociétés ont voulu prendre part à cette offre. C'est ainsi qu'en 2017, pour le lancement des prototypes, on recensait déjà plus de 300 compagnies qui avaient exprimé un intérêt. Ce nombre élevé s'explique par l'aspect très lucratif de ce projet. On parle d'une dépense de 20 milliards pour le mur de Trump dans son ensemble. Une grande variété d'entreprises étaient prêtes à participer à cet appel d'offres, qu'il s'agisse de compagnies spécialisées dans la construction ou la

logistique, de firmes technologiques, de concepteurs et d'architectes. Des compagnies de différentes nationalités espèrent également prendre part à cette offre. On recense également trente-deux compagnies mexicaines qui ont également manifesté leur intérêt. (Adams, 2017)

Chapitre 4 : Analyses économiques du mur de Trump

Section 1.4.1. Coûts du mur

Lors de cette première partie, une revue littéraire de différents termes propres au sujet a été réalisée, il est maintenant intéressant de voir ce qu'on peut trouver au sujet de l'analyse économique du mur de Trump. En effet, ce mémoire porte avant tout sur le thème « Faut-il répondre à l'appel d'offres du mur de Trump ? - Analyse économique. », l'auteur va dans cette partie se focaliser sur la littérature déjà existante à propos du mur et des conséquences possibles.

Tout d'abord, comme toutes les constructions, ce mur a un coût, un coût qui ne peut être totalement mesuré si ce n'est à la fin de la construction. Bien qu'il n'y ait qu'un seul mur, différentes estimations de coûts ont déjà été faites. On se retrouve donc avec des coûts forts différents en fonction des intervenants et de la façon dont ils ont estimé les coûts.

Image 3 : Estimations des coûts de construction du mur selon différents intervenants

Construction cost estimates * (estimation des coûts de la construction)

President Trump	House Speaker Paul Ryan	Dept. of Homeland Security	Washington Post	Senate Democrats' Report
\$12 billion	\$15 billion	\$22 billion	\$25 billion	\$70 billion

*The above figures show the upper estimate when a range was suggested. Costs do not include annual maintenance. (Le tableau ci-dessus montre les coûts en fonction d'une certaine marge

estimée. Les coûts n'incluent pas la maintenance annuelle.
Source : (Felbab-Brown, 2017)

Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessus, les coûts sont très variables en fonction des différents intervenants et de qui présente le projet, qu'il s'agisse des Démocrates ou des Républicains. Il y a donc un écart type des prix assez large.

Ainsi, selon Donald Trump, le coût du mur reviendrait à maximum 12 milliards de dollars. Quant aux Républicains siégeant au Congrès, l'estimation varie plutôt aux alentours de 15 milliards de dollars. Le DHS situerait le prix vers 22 milliards de dollars. D'autres études ont également été faites. Nous relevons deux études, une réalisée par le « MIT Technology Review » et une autre par « Bernstein Research » :

« Pour le MIT, la construction de 1 609 km de mur coûterait entre 27 et 40 milliards de dollars ; cette étude estime à 8,7 milliards de dollars le coût du béton, 4,6 milliards de dollars pour l'acier et entre 14 et 27 milliards de dollars en main-d'œuvre. Bernstein Research, pour sa part, estime entre 15 et 25 milliards les moyens humains, l'acquisition de terrains et la construction proprement dite. » (Goussot, 2017, p.61)

Comme nous venons de le voir, la variabilité des coûts entre les différents protagonistes est grande. Ce qui pousse les gens à se demander : où réside la vérité ? Est-on dans une surévaluation du prix de la part des Démocrates, des journaux et des études ? Ou s'agit-il plutôt d'une sous-évaluation de la part de Donald Trump et des Républicains ? Comme le cite Armand Laferrère (2017, p.584), une vraie question se pose autour de ce sujet.

« En politique intérieure, le Président Trump a pris du retard sur les deux points clés de son programme qui exigent la collaboration du Congrès : la mise en place d'un régime d'incitations fiscales aux banques pour financer des travaux d'infrastructure et la construction d'un mur à la frontière mexicaine. Cette difficulté à gérer les relations avec un Congrès pourtant dominé par ses alliés politiques – une conséquence prévisible de son absence d'expérience gouvernementale – est une vraie faiblesse, sur laquelle les Démocrates ne s'étendent pas. Le processus de nomination des nouveaux responsables administratifs a, lui aussi, été marqué par des retards et des incohérences qui ne sont pas particulièrement à l'honneur du Président. »

Cependant, les personnes qui devraient s'en soucier le plus, à savoir les opposants politiques de Trump, n'abordent que très peu le sujet.

Section 1.4.2. Le protectionnisme

Le deuxième point économique qu'il est intéressant de relever, est l'approche protectionniste mise en place par le gouvernement américain. La construction du mur de Trump est une idée parmi d'autres de Donald Trump, qui indique que le gouvernement américain actuel est un gouvernement protectionniste. Les différents exemples qui sous-tendent cette affirmation ont été énoncés dans la partie 1.2., intitulée « *Le mur de Trump dans la littérature* ». Voici toutefois quelques exemples protectionnistes mis en place par le gouvernement de Trump.

Déjà lors des élections, Trump n'a pas hésité à se situer ouvertement dans ce protectionnisme de différentes façons.

« Trump allait lutter contre la concurrence étrangère et rétablir des emplois industriels en Amérique par des mesures protectionnistes. Il allait mettre fin à l'immigration en construisant un mur le long de la frontière mexicaine. Et il allait lancer un vaste programme d'amélioration des infrastructures américaines ».
(Laferrère, 2017, p.581)

Pour de nombreuses personnes qui subissent la mondialisation de toute part, l'annonce de ces mesures leur donnait l'espoir que leur situation pouvait s'améliorer en votant pour Trump. (Laferrère, 2017)

Ensuite, depuis le début de son mandat, la construction du mur de Trump et les différents choix qu'il a effectué, ne font que renforcer cette impression de protectionnisme. Il convient de se demander si ces choix protectionnistes sont une plus-value pour les Etats-Unis surtout vis-à-vis du Mexique. L'élection de Donald Trump en tant que Président des Etats-Unis a donné lieu à une nouvelle scission entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Ces différents choix protectionnistes de Trump, à savoir la construction du mur, la renégociation du traité de l'ALENA ou encore le fait de se retirer de l'accord transpacifique (TPP), ont provoqué une diminution de l'influence économique américaine dans les

autres pays d'Amérique latine. Le TPP avait comme objectif principal de former un espace économique entre les Etats-Unis, le Chili, le Mexique et le Pérou. Les Etats-Unis étant les leaders dans la région, cela assurait de garder la Chine qui s'investit de plus en plus sur le marché latino-américain, sous contrôle. En effet :

« durant la dernière décennie, la Chine, deuxième plus grande puissance économique mondiale, s'est imposée comme un partenaire de premier plan en Amérique latine, au niveau commercial, financier et politique. Entre 2014 et 2016, les exportations des pays latinoaméricains en direction de la Chine furent maintenues à environ 103 milliards de dollars, tandis que leurs importations en provenance de Chine, durant cette même période, ont accusé une baisse de 14 % pour atteindre 113 milliards de dollars. Pendant toute cette période, les relations sino-latino-américaines furent caractérisées par le besoin chinois de s'approvisionner en matières premières tant énergétiques ou minières qu'agricoles, mais également par la nécessité d'accéder à de nouveaux marchés d'exportation pour écouler ses biens manufacturiers bon marché. Ainsi, les pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Vénézuéla ont bénéficié d'une structure d'exportation complémentaire à celle de la Chine en recevant une part significative des prêts et investissements chinois dans le secteur agricole, pétrolier et minier. » (Musampa, 2018, p.76).

Le gouvernement de Donald Trump a donc pris comme décision de se désolidariser de cet accord, cela *« s'inscrit dans un contexte international caractérisé par la montée en puissance des partis populistes prônant la poursuite de politiques protectionnistes contribuant ainsi à une stagnation du processus d'intégration régional et multilatéral. »* (Musampa, 2018, p77)

Section 1.4.3. Impact macroéconomique du mur sur les pays impliqués

Il convient de se pencher sur les différentes facettes de l'impact macroéconomique du mur de Trump. La macroéconomie se définit comme étant :

« le fait de chercher à comprendre ce qui détermine les tendances longues de la croissance économique, les fluctuations autour de celles-ci et les crises qui font passer de l'ordre « normal » des cycles aux cas « pathologiques », ceux de déviations graves et persistantes. » (Blanchard & Cohen, 2009, p.1)

ou encore :

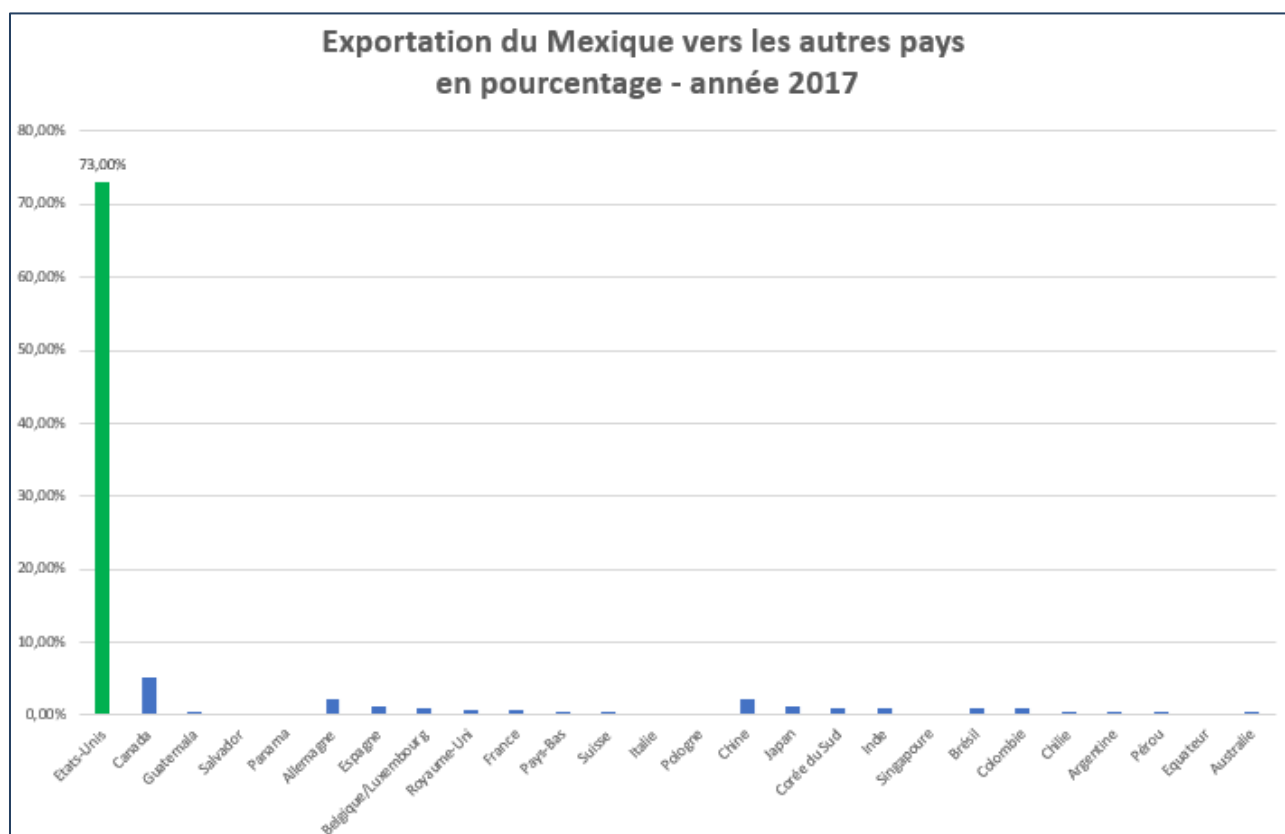
« La macroéconomie a pour objet l'étude des grandeurs globales d'une économie : production, investissement, consommation, taux de chômage, inflation... Ces grandeurs globales, dont les médias abondent chaque jour, permettent de mesurer les performances moyennes d'une économie, en termes de croissance, d'emploi, de pouvoir d'achat, etc. ». (Hairault, n.d. Macroéconomie-vue d'ensemble, para.1)

Il est donc intéressant d'analyser les deux grands pays qui vont être influencés par le mur et de comprendre si ce mur va avoir un impact réel sur leur futur et sur leurs économies. Mais d'abord, faisons un état des lieux de la littérature à ce sujet.

1.4.3.1 Exportations et importations

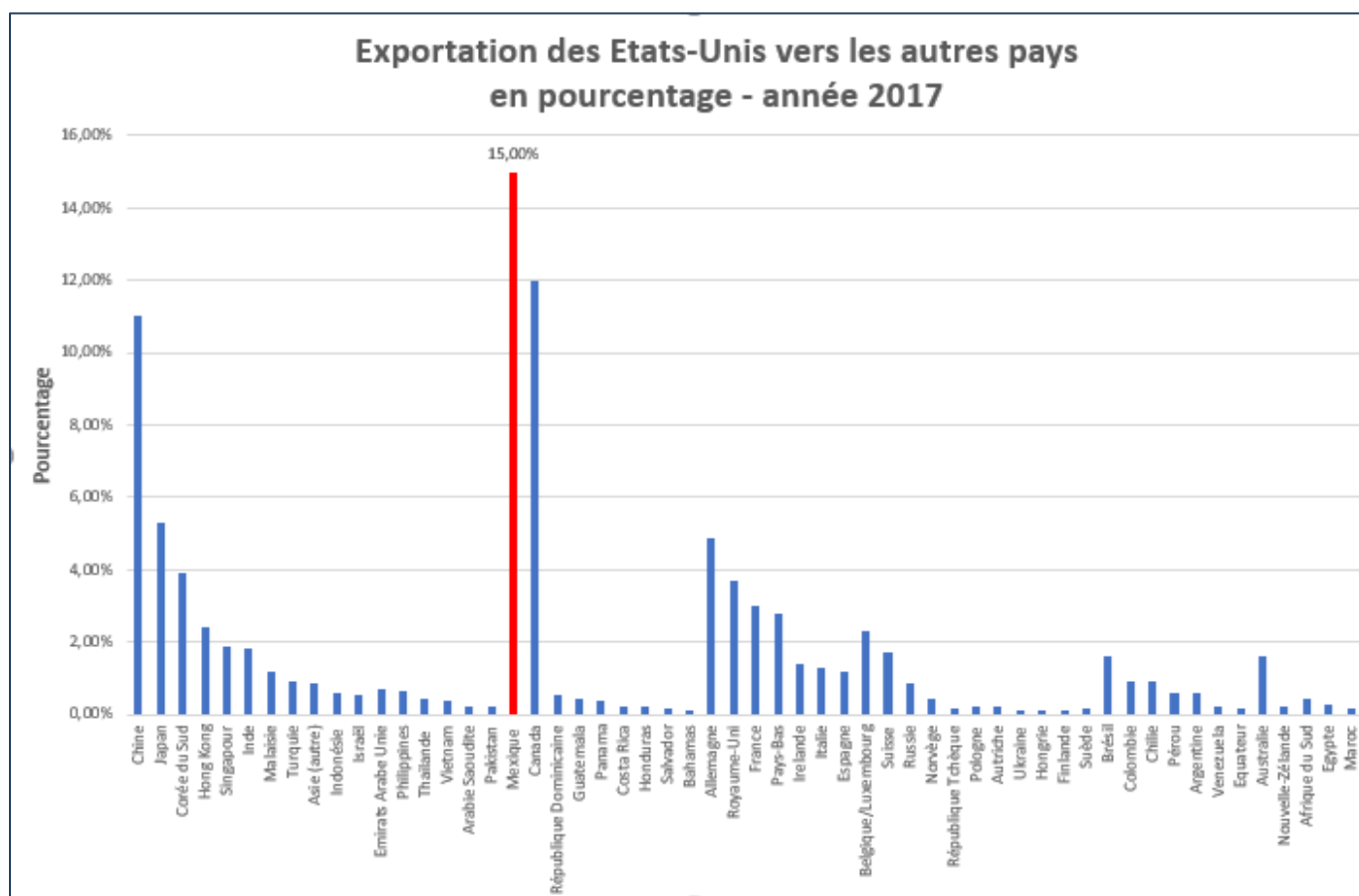
Tout d'abord, il convient de se focaliser sur des données importantes dans la macroéconomie d'un pays, à savoir les exportations et les importations. En effet, ces données influencent directement le PIB d'un pays et sont donc fort utiles. Premièrement, il est intéressant de remarquer quelques tendances au niveau des exportations de ces deux pays.

Graphique 2 : Destinations des exportations du Mexique (2017)



Source : (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

Graphique 3 : Destinations des exportations des Etats-Unis (2017)



Source : (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

Comme on peut le remarquer sur ces deux graphiques, le Mexique est le pays où les Etats-Unis exportent le plus et il en va de même pour les Etats-Unis qui est le pays où le Mexique exporte le plus. Bien que les proportions soient assez différentes, en effet, 73% des exportations du Mexique vont aux Etats-Unis alors qu'il n'y a que 15% des exportations des Etats-Unis qui vont au Mexique. Il existe une forte dépendance du Mexique vis-à-vis des Etats-Unis. Bien que le Mexique ait des clients un peu partout dans le monde, notamment le Canada, l'Europe ou l'Asie, vu leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, ils doivent garder des relations correctes avec leur voisin afin de pouvoir continuer à exporter chez eux. Ils doivent trouver un accord commercial et penser à des alternatives pour endiguer le risque d'effondrement de leurs économies. (Villalobos & Hautefort, 2017) Les Etats-Unis, au contraire, ont une marge de manœuvre bien plus importante en cas de problèmes avec le Mexique. Un effondrement de leur économie pourrait avoir lieu

si les exportations vers le Mexique cessaient, cependant, le pays a plus d'alternatives que le Mexique.

1.4.3.2 PIB, taux de chômage et ECI

Il convient à présent de s'intéresser à des données telles que le Produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage et l'indice de complexité économique (ECI). Ces deux données macroéconomiques sont très intéressantes dans l'analyse d'une économie et peuvent donner une indication de l'évolution économique des pays.

Le PIB s'entend comme :

« la valeur (en euros, en dollars, etc...) des biens et services « finaux » produits dans l'économie durant une période donnée », « du côté de la production, également, le PIB est la somme des valeurs ajoutés dans l'économie durant une période » et enfin, « du point de vue des revenus, le PIB est la somme des revenus distribués en une période ».
(Blanchard & Cohen, 2009, p.22)

Le PIB fournit ainsi une mesure de l'économie d'un pays et s'avère utile pour connaître l'évolution positive ou non d'un pays.

Il est intéressant de mettre le PIB d'un pays en relation avec le taux de chômage qui se définit comme étant *« le ratio du nombre de chômeurs sur la population active »*. (Blanchard & Cohen, 2009, p.28) On peut le mettre en relation avec le PIB car il existe une relation appelée la loi d'Okun, qui suggère qu'une forte croissance du PIB indique une baisse du taux de chômage, et inversement, une faible croissance du PIB, indique une hausse du taux de chômage. (Blanchard & Cohen, 2009)

Enfin, le dernier indicateur qu'il est important de présenter, est l'ECI, selon ce qu'Hausmann et Hidalgo ont démontré, la complexité économique peut se définir selon deux éléments essentiels, son niveau de développement et sa compétitivité.

« l'existence d'un stock très diversifié de connaissances, de savoir-faire et de capacités au sein d'une économie, dont chaque individu détient une part limitée (spécialités scientifiques, maîtrise d'une technologie particulière, design, marketing, logistique,

finance, processus industriels, etc.). En effet, plus un produit est sophistiqué, plus les capacités et les connaissances individuelles requises pour sa production seront nombreuses. Le second facteur découle du fait que ces connaissances sont réparties dans la société entre les individus et que la complexité d'une économie, et donc son aptitude à créer des produits à forte valeur ajoutée et sophistiqués, dépendra également des interactions et de la complémentarité entre ces capacités individuelles qui peuvent être combinées via des organisations complexes, en particulier les entreprises et les marchés. » (El Mokri, 2016, p.12)

Chapitre 5 : Synthèse

Cette revue historique a pour but de se focaliser sur le point de départ de ce mémoire. En effet, il est impossible d'analyser un problème sans en comprendre les différents aspects. La revue historique a donc été l'occasion de faire un premier déblayage des différents aspects qui sont traités dans ce mémoire. Dans les prochaines parties du mémoire, l'auteur va se baser sur cette revue historique pour répondre à la question de recherche.

C'est dans cette optique qu'une première « description » des différents murs dans le monde a été faite. L'étude historique des murs était importante afin de pouvoir sensibiliser le lecteur à une problématique qui n'est pas nouvelle. De plus, cette étude a été réalisée dans l'idée de pouvoir comparer dans la partie C, le mur de Trump avec des murs contemporains qui peuvent se rapprocher de celui-ci au niveau par exemple des coûts, de l'économie, de la faisabilité et de la temporalité. Ceci a également permis de ne pas comparer des murs qui n'auraient pas de liens économiques significatifs, la Grande Muraille de Chine étant un exemple concret.

Ensuite, il semble adéquat de bien expliquer en quoi consiste le mur de Trump et d'en définir la nature. Le titre de ce mémoire comprend trois termes importants. Le premier est le « mur de Trump ». Comme ce chapitre vient de l'expliquer le mur de Trump n'est pas vraiment nouveau et ne part pas de rien. Ce mur sera érigé entre le Mexique et les Etats-Unis, deux pays qui ont entretenu des relations fortes depuis longtemps et qui continuent notamment à le faire via l'ALENA.

Le deuxième terme est « l'appel d'offres ». Bien que l'appel d'offres est un terme assez connu, les appels d'offres divergent entre les pays. Les Etats-Unis ont des règles bien

précises et il est interdit de faire n'importe quoi avec ceux-ci. Ainsi, l'appel d'offres a été présenté comme on peut le trouver dans la littérature. Il y a des règles strictes qui sont en vigueur et si ces règles sont outrepassées ou enfreintes, des sanctions sont possibles. Grâce à la littérature, les deux parties prenantes de l'appel d'offres ont été facilement ciblées et analysées.

Enfin le troisième terme, est l'analyse « économique » du mur de Trump dans la littérature. Bien qu'en raison du caractère récent du sujet et du fait que le mur ne soit pas encore construit, il n'a pas été aisé de trouver des informations détaillées relatives à l'impact économique de la construction du mur dans la littérature. Dans cette optique, la littérature a permis de mettre différents points en exergue. Tout d'abord, l'estimation des coûts varie de façon très importante. Ensuite, on ne peut nier l'existence d'un rapprochement entre le mur de Trump et le protectionnisme du gouvernement américain actuel. Et enfin, plusieurs indices macroéconomiques risquent d'être influencés par ce mur. Ainsi, les exportations, les importations, le PIB, le taux de chômage ou encore l'ECI risquent de subir des baisses en raison de la construction du mur de Trump. Il est donc primordial de voir ce qu'il en est actuellement au niveau des deux pays, le Mexique et les Etats-Unis, pour connaître les retombées possibles. Une analyse plus précise sera réalisée dans la partie 3, analyse économique.

Nous allons maintenant aborder la partie C du mémoire, qui va réaliser une analyse comparative avec d'autres murs et projets qui ont une portée macroéconomique semblable.

Partie 2. Analyse comparative

Dans cette deuxième partie, il est intéressant de comparer le mur de Trump avec des murs existants et contemporains à notre époque ou des projets aussi grands et imposants d'un point de vue économique que le mur de Trump. En effet, bien qu'il y ait des raisons de comparer, par exemple, le mur de Trump à la Grande Muraille de Chine, cela n'a pas beaucoup de sens d'un point de vue économique. La Grande Muraille de Chine a été construite il y a plus de 2 siècles, elle n'a pas du tout la portée économique que le mur de Trump peut avoir. Il s'agissait d'une autre époque avec des façons de procéder différentes, des coûts, ou encore une faisabilité non comparables. Dans ce chapitre, le mur de Trump sera donc comparé économiquement avec d'autres projets. (Yang, 2017)

Chapitre 1 : Comparaison avec un mur de l'histoire contemporaine

Comme évoqué précédemment, les murs pour séparer les pays, les régions, les maisons, ne sont pas un phénomène nouveau et les murs sont même en augmentation depuis 2001. Que ce soit pour combattre l'immigration, la contrebande, les trafics de drogue, le terrorisme, les conflits militaires ou encore pour garder la misère cachée, toutes sortes de raisons ont été invoquées pour construire des murs mais cela a-t-il forcément des retombées positives? Ces murs ont-ils donné lieu à une économie plus saine ou au contraire l'économie du pays ayant érigé le mur a-t-elle décliné suite à cette construction ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser dans ce chapitre.

L'analyse qui suit compare un autre projet de la même envergure qui a également un impact macroéconomique pour les régions où ce projet a été développés, que ce soit au niveau du PIB, de l'inflation et des marchés.

En effet, il convient de comparer le mur de Trump avec d'autres murs contemporains. Le mur de Trump a des conséquences économiques sur les Etats-Unis et le Mexique et il est donc intéressant de voir si d'autres murs qui ont été construits récemment ont eu des retombées économiques sur les pays impliqués, en gardant à l'esprit que chaque contexte et chaque situation est différente.

Section 2.1.1. Le mur de Gaza

C'est dans cette optique qu'il a été décidé d'analyser le mur de Gaza qui sépare Israël et la Palestine. (Annexe 1) Tout d'abord le choix s'est porté sur ce mur car il n'est pas si éloigné au niveau temporalité avec celui de Trump. Premièrement, la construction de ce mur a commencé en 2002 et deuxièmement, la frontière entre Israël et la Palestine est longue de 700 km, ce qui représente un quart du mur entre les Etats-Unis et le Mexique. Enfin, l'idée du mur de Gaza a été lancée pour dissuader les attaques terroristes sur le territoire israélien, ce qui est également une des raisons d'être du lancement du mur entre les Etats-Unis et le Mexique suite aux attentats de 2001. Pour toutes ces différentes raisons, le mur de Gaza et celui de Trump se ressemblent dans une certaine mesure et il est intéressant de pouvoir voir l'impact du mur de Gaza sur l'économie locale. (Parizot, 2010)

Il convient d'analyser le mur au niveau de son coût. Les kilomètres de mur qui ont déjà été construits ont coûté environ 1.6 millions de dollars par kilomètre. Le prix total du mur de Gaza est donc estimé à 1 milliard de dollars. Malgré que ce soit loin des 20 milliards de dollars estimés pour le mur de Trump, il faut rappeler que le mur de Gaza ne fait que 700 km. Ainsi, si le mur de Gaza était aussi long que le mur de Trump, il avoisinerait les 5 milliards de dollars, soit le quart des estimations faites pour le mur de Trump. (Gil, 2003)

Section 2.1.2. Conséquences socio-économiques du mur de Gaza

Il y a différentes conséquences suite au conflit entre Israël et la Palestine mais également suite à la frontière mise en place et aux colonies. En effet, de nombreuses interdictions, des couvre-feux et de fermetures ont provoqué une neutralisation des deux pays et notamment de leur économie. De nombreuses colonies juives (140) ont été créées ce qui a provoqué un confinement des Palestiniens. Les Palestiniens « sont coincés » dans plusieurs villes et villages qui n'ont pas de liens géographiques entre eux, et qui sont surveillés par des points de contrôle et par les colonies qui ont un réseau routier propre à elles et où les Palestiniens ne sont pas les bienvenus. Ces colonies ont engendré la mise en place de zones interdites et de couvre-feux. Pour protéger celles-ci, il y a des interdictions de circulation de biens et des personnes, qui sont garanties « *par 120 checkpoints militaires permanents auxquels s'ajoutent plusieurs centaines de barrages ponctuels empêchant souvent les travailleurs de rejoindre leur lieu de travail ou, pour le moins, leur font perdre des heures voire des journées entières.* » (Courbe, 2005, p.33) Il y a des retards

et absences qui sont donc provoqués, cela perturbe les différents opérateurs économiques et fait donc diminuer sensiblement la performance qui n'était déjà pas au plus haut, ce qui amplifie les différents coûts de production. On parle d'une hausse de 33%. Il y a également le problème du système « back to back » mis en place. Ce système impose aux camions d'enlever toutes leurs marchandises aux postes de contrôle et de les reprendre de l'autre côté de ceux-ci. Ceci prend évidemment du temps, ce qui accentue les coûts et la durée du trajet. A ce niveau-là, on parle d'une augmentation de 80% des coûts. (Courbe, 2005) La plupart des conséquences sont sociales, cependant, elles ont un impact sur l'économie de la Palestine, a fortiori.

Cela a également des conséquences sur Israël, en effet de nombreux Palestiniens travaillaient à Israël (33000 Palestiniens possédaient un permis de travail pour Israël). Israël souffre donc aussi des impacts négatifs des contrôles et des blocages. En 2003, il n'y avait plus que 5000 autorisations sur 15000 données à des Palestiniens pour qu'ils puissent travailler en Israël. (Courbe, 2005)

Cependant l'économie palestinienne est nettement plus impactée que celle d'Israël. L'invasion militaire et coloniale provoque un effondrement économique des territoires Palestiniens occupés (TPO). Voici quelques données qui donne un aperçu de la situation suite à l'occupation militaire entre 2000 et 2002 :

1. *« nombre d'entreprises -5%*
2. *nombre de personnes employées -10%*
3. *rémunération -39,5%*
4. *production - 40%*
5. *valeur ajoutée -55%*
6. *formation brut de capital fixe -70%*
7. *valeur ajoutée par salarié -50%*
8. *Le PIB réel par habitant en 2003 a été stabilisé à la moitié de ce qu'il était en 1999. »*

(Courbe, 2005, p.34)

D'un point de vue économique, d'autres facteurs ont été touchés, ainsi le conflit et le mur ont provoqué une diminution des importations et des exportations pour les Palestiniens. Depuis 1998, il y a eu une perte d'environ 35% pour les territoires palestiniens occupés

(TPO). Cette baisse peut provenir d'abord de la perte de revenus qui explique la chute des importations tandis que la diminution de la production explique la chute des exportations. (Courbe, 2005)

Ce manque de revenus de l'Etat était dans un premier temps contrebalancé par des donations de l'Union européenne, des Etats-Unis ou des donateurs privés. C'est ainsi que le PIB palestinien est devenu fort dépendant, en effet, 22% du PIB était issu des donations. Cependant, cette situation s'est envenimée avec le temps car les aides perçues ont diminué avec les années. Dès lors, la Palestine a dû recourir aux banques et s'endetter. C'est ainsi qu'en 2005, la dette s'élève à 370 millions de dollars provenant d'investisseurs privés. (Courbe, 2005)

La situation économique délicate qui caractérise la Palestine a un impact sur la population notamment au niveau de l'emploi, de la pauvreté et du travail des enfants.

Tout d'abord au niveau de l'emploi, il y a un rapport de dépendance fort élevé. Le taux de dépendance est « *le nombre de personnes dépendant d'une personne employée* ». (Courbe, 2005, p.36) Pour la Cisjordanie, il est de 5.3 alors que pour la Bande de Gaza, il était de 7.1 en 2005. En Cisjordanie, une personne qui travaille doit s'occuper de 5.3 personnes tandis que dans la Bande de Gaza, cette personne active doit s'occuper de 7.1 personnes en moyenne, ce qui signifie qu'il y a un taux d'inactivité assez élevé. Effectivement, les causes précédemment évoquées font que certaines personnes ne peuvent plus arriver à leur travail, d'autres ont arrêté de chercher du travail et enfin il y a eu beaucoup de pertes d'emplois (53%), ainsi, le taux d'inactivité atteint les 75%. De 2000 à 2003, les secteurs des services, du commerce et de l'agriculture ont connu des augmentations d'emplois. Mais dans les autres secteurs qui sont plus productifs, la Palestine a connu des pertes importantes. L'économie palestinienne se dirige vers une économie avec :

« des activités à plus faible productivité et qui créent moins de valeur ajoutée, procurent moins de revenus. Dans le même temps où l'on assiste à une diminution du nombre de salariés (- 55 900) et du nombre d'employeurs (- 6 600), on constate en revanche, une augmentation des travailleurs indépendants dans l'agriculture de subsistance, le petit commerce et les services personnels (+ 47500) et le travail familial non rémunéré (+ 9000). » (Courbe, 2005, p.36)

Ce sont des chiffres qui auront un impact sur les indicateurs macroéconomiques de la Palestine. Ces indices macroéconomiques seront développés dans la section suivante.

Comme cela vient d'être décrit, la Palestine est impactée par le mur de Gaza, tant au niveau économie qu'au niveau social. En effet, si les travailleurs palestiniens qui travaillent en Israël ont vu leur salaire augmenté en moyenne de 20% entre 2000 et 2003, ceux qui travaillent en Cisjordanie ont connu une baisse de 15% en moyenne. Les chiffres utilisés datent des années 2000 car ils permettent de voir les conséquences directes pendant la construction du mur entre Israël et la Palestine. (Courbe, 2005)

Au niveau du seuil de pauvreté (3.6 dollars US par personne), pour la Palestine en 2005, 62% de la population se trouve en dessous de celui-ci, pour être exact, 52% de la population Cisjordanienne et 83% de la population de Gaza. Ce chiffre a augmenté de 42% depuis les années 2000. De plus 40% des Palestiniens souffrent d'insécurité alimentaire, ce qui engendre une diminution de l'ensemble des indicateurs de santé. (Courbe, 2005)

La seconde Intifada (2000-2008), concerne les rapports tendus :

« entre les l'Autorité nationale palestinienne (ANP) et les autorités israéliennes. La communauté internationale se focalise sur les attentats suicides commis sur le territoire israélien et la réponse fortement militarisée qu'apportent les Israéliens à ces attentats. La grande absente du débat médiatique est la population palestinienne : les médias ne mettent en avant que des groupes politiques tels que le Hamàs, le Jihâd islamique, les Brigades al-Aqsâ ou le Fath. ». (Abu-Sada, 2003, p.1)

Elle est marquée également par une augmentation du travail des enfants. Afin d'aider leurs parents/familles qui sont en difficulté financière, les enfants sont obligés de trouver un travail. De plus, suite aux alternatives de travail qui diminuent, il y a également une régression des adolescents qui poursuivent leurs études. Ce taux est encore plus marqué chez les filles. (Courbe, 2005) Toutes les conséquences de la seconde Intifada compromettent évidemment le futur des palestiniens et de la Palestine.

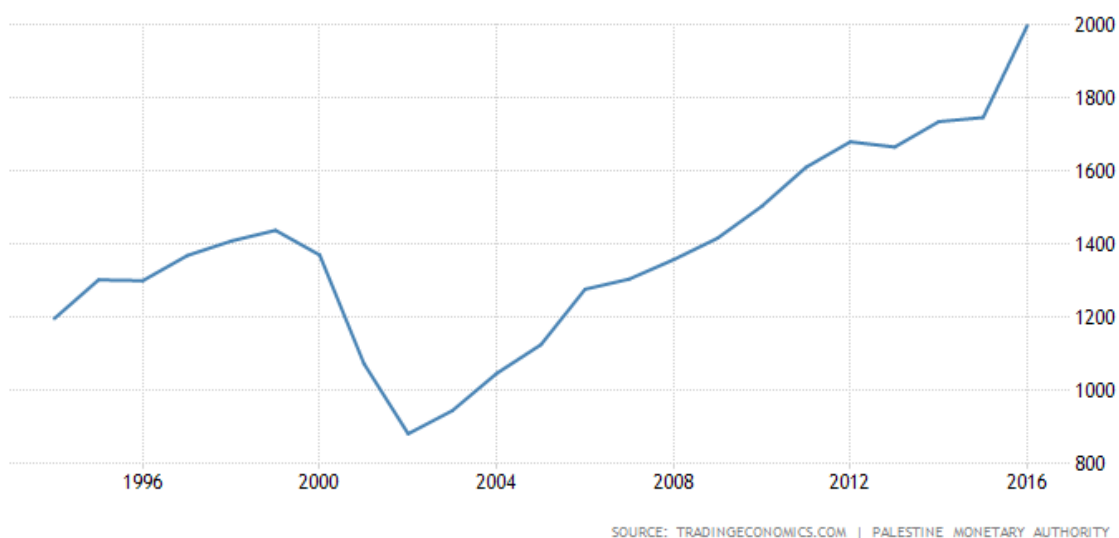
Comme cela vient d'être présenté dans cette partie, il y a de nombreuses conséquences socio-économiques à cette seconde Intifada, qui vont toucher les indices économiques qui

seront développés dans la section 2.1.3. . Il ne faut pas oublier que ce sont les événements qui ont déclenché la seconde Intifada qui sont à l'origine de la construction d'un mur entre Israël et la Palestine.

Section 2.1.3. PIB, taux de chômage et ECI

Voici quelques données intéressantes qui montrent l'évolution des pays.

Graphique 4 : PIB par habitant (Palestine)

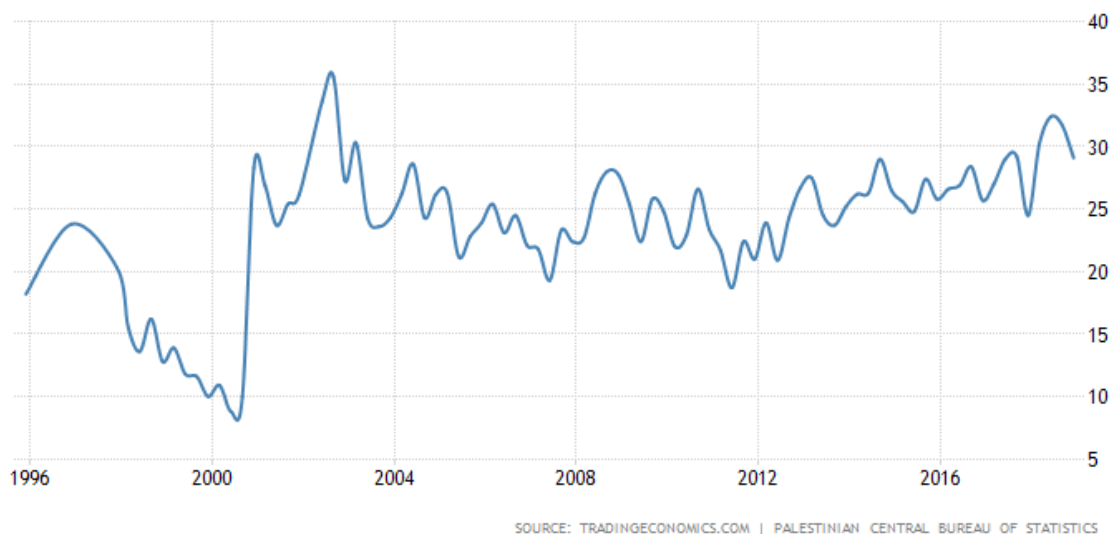


Source : (Trading Economics, n.d.)

Ce graphique indique la baisse de PIB suite à la seconde Intifada qui correspond à la période pendant laquelle le mur a été érigé entre la Palestine et Israël. En 2000, on voit une nette baisse jusqu'en 2002 et puis l'économie de la Palestine qui remonte petit à petit.

Vu la courbe du PIB par habitant de la Palestine et la loi d'Okun, il faut s'attendre à une courbe de taux de chômage qui augmente autour de l'année 2000 et qui diminue ensuite après 2002-2003, ceci est illustré dans le graphique suivant (graphique n°5).

Graphique 5 : Taux de chômage (Palestine)

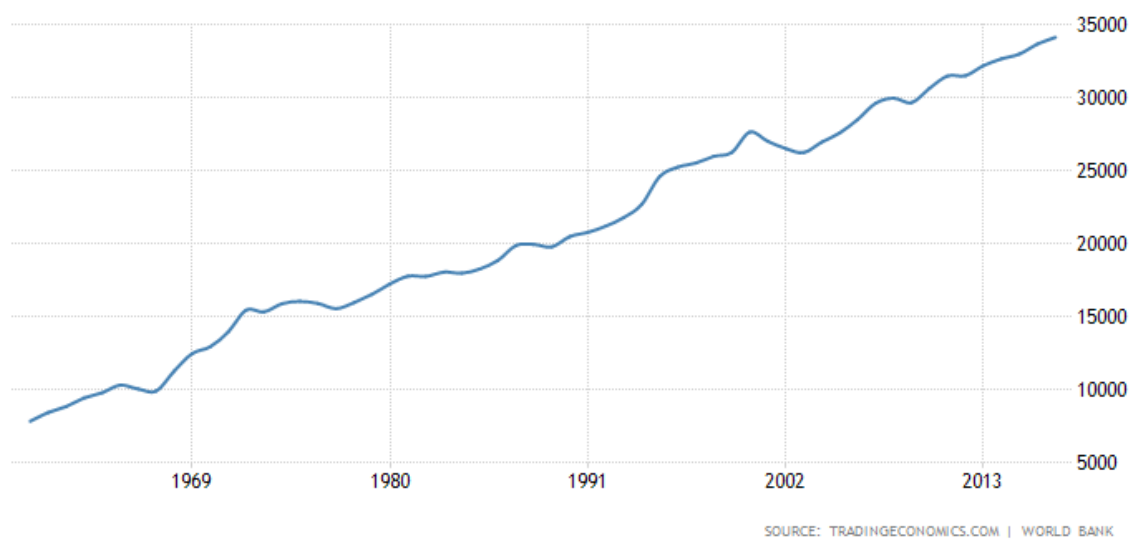


Source : (Trading Economics, n.d.)

Effectivement, la courbe augmente considérablement après les années 2000 suite à la seconde Intifada. Malgré un PIB par habitant qui ne cesse d'augmenter après 2002-2003, la courbe du taux de chômage reste stable. D'un point de vue économique, cela signifie que le PIB est compensé par d'autres facteurs.

Analysons maintenant les données d'Israël pour vérifier si les Israéliens subissent également les conséquences de la seconde Intifada.

Graphique 6 : PIB par habitant (Israël)



Source : (Trading Economics, n.d.)

Sur cette figure, on peut voir le PIB par habitant d'Israël, on remarque qu'Israël affiche également une petite baisse de PIB, qui peut notamment être expliquée par le fait qu'avant la seconde Intifada, 75% des importations palestiniennes venaient d'Israël, ce chiffre ayant baissé de 10% suite au conflit et à la construction du mur. (Courbe, 2005)

Il est également intéressant d'analyser le taux de chômage d'Israël. Cela va permettre de vérifier si la loi d'Okun se vérifie.

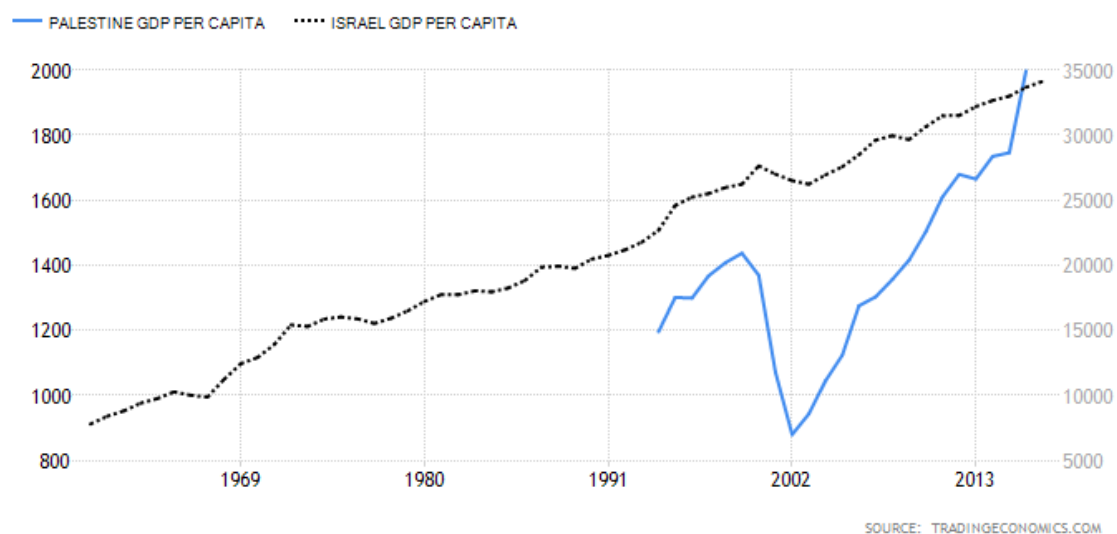
Graphique 7 : Taux de chômage (Israël)



Source : (Trading Economics, n.d.)

Comme pour la Palestine, le taux de chômage augmente suite à la seconde Intifada autour des années 2000. Ensuite, il y a un redressement économique important, marqué par un PIB qui augmente et un taux de chômage qui diminue drastiquement. La loi d'Okun se vérifie parfaitement ici.

Graphique 8 : PIB par habitant (Palestine vs Israël)

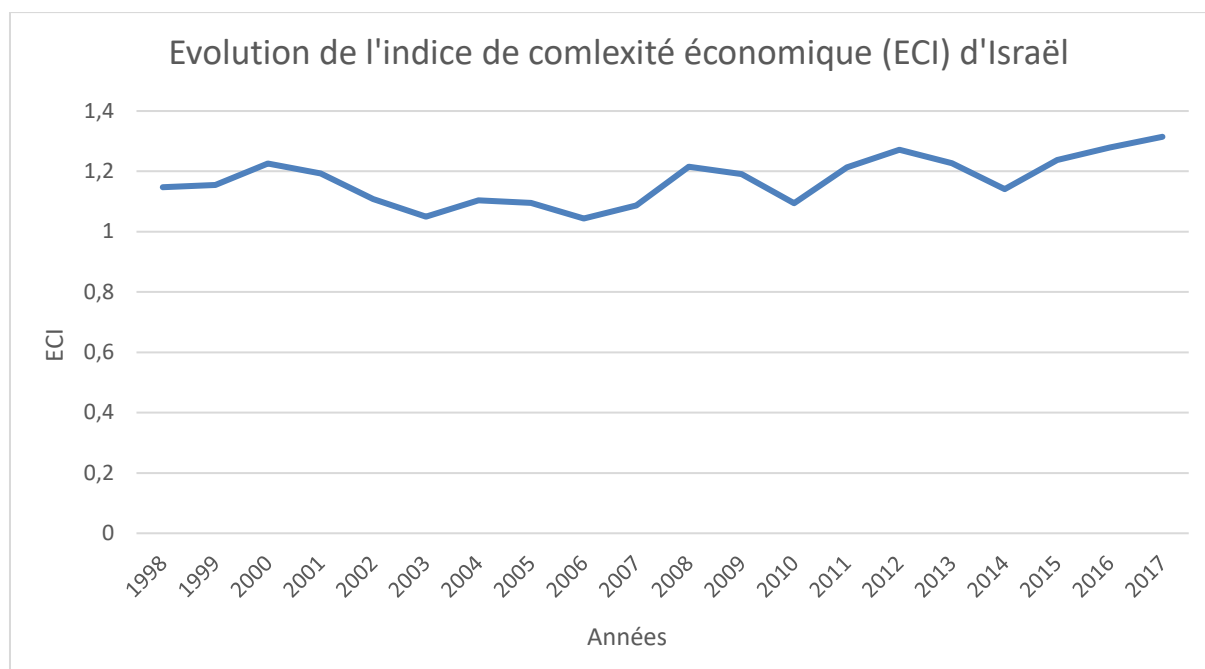


Source : (Trading Economics, n.d.)

Ici, nous avons une comparaison du PIB par habitant entre Israël et la Palestine. On notera tout de même qu'Israël est nettement moins touché que la Palestine lors de cette crise. Sur ce graphique, on voit clairement que la chute du PIB par habitant autour des années 2000 est beaucoup plus importante pour la Palestine alors que celle d'Israël est plus mesurée. Le mur a donc beaucoup moins impacté Israël, c'est-à-dire, le pays qui a construit la barrière, le mur que la Palestine qui a « subi » la construction de ce mur. En effet, Israël dépend beaucoup moins de la Palestine que dans le cas inverse comme il a été expliqué ci-dessus.

Il est maintenant intéressant de se focaliser sur l'ECI, qui va permettre de confirmer ces tendances et qui est un très bon indicateur économique comme expliqué dans la partie 1, revue historique

Graphique 9 : Evolution de l'indice de complexité économique d'Israël (1998-2017)



Source des données : (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

Sur ce graphique, on peut voir l'indice de complexité économique d'Israël, donnée qui est fortement liée au PIB mais qui est également influencé par les exportations comme cela a été expliqué dans le chapitre « Impact macroéconomique du mur sur les pays impliqués ». On remarque donc qu'Israël se situe dans une complexité économique intermédiaire et que comme pour le PIB, il y a eu une période plus compliquée lors du début de la seconde Intifada qui correspond à la période de la construction du mur.

Section 2.1.4. Pourquoi comparer le mur de Gaza avec le mur de Trump ?

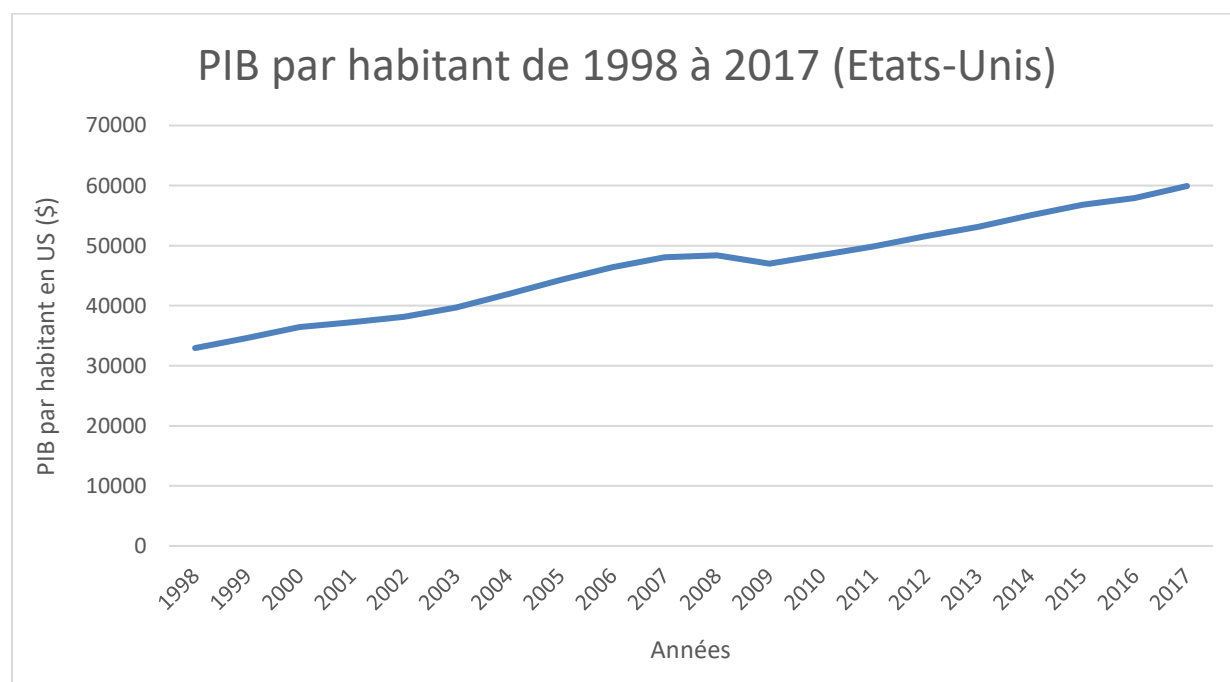
Au vu de ce qui vient d'être expliqué, il est intéressant de se pencher sur le cas des Etats-Unis et du mur de Trump qui même s'il n'est pas semblable en tout point au mur de Gaza, peut s'en rapprocher. On voit notamment les similitudes entre Israël et la Palestine et le Mexique et les Etats-Unis du point de vue des importations et des exportations. Ces deux murs sont d'abord construits pour contrer les différentes attaques terroristes puis pour lutter contre l'immigration des pays voisins. De plus, même si le coût de ces deux murs sont assez différents, il reste néanmoins exorbitant dans les deux cas. Enfin, ces deux

murs sont semblables également d'un point de vue contemporain. Ces similitudes permettent d'effectuer une comparaison et de prendre le mur de Gaza comme exemple pour envisager ce qui pourrait se passer d'un point de vue économique suite à la construction du mur de Trump. Cette analyse sera effectuée dans la partie D de ce mémoire.

Il est pertinent de se demander si l'annonce du mur de Trump a provoqué une baisse quelconque d'un indicateur économique. Les élections américaines ont eu lieu en novembre 2016 et le mandat de Trump a commencé en janvier 2017. Une analyse du PIB, du taux de chômage et de l'ECI américain et mexicain à partir de cette période s'avère intéressante. Une autre question peut également se poser, y-a-t 'il eut une baisse économique pour le Mexique et les Etats-Unis suite à l'instauration d'une frontière renforcée après le 11 septembre 2001 ? Ces différentes réponses pourront nous aider à répondre à notre question de recherche.

Commençons par analyser le PIB américain et mexicain de 1998 à 2017. Le PIB est un indicateur économique très intéressant car il permet de mesurer la richesse d'un pays.

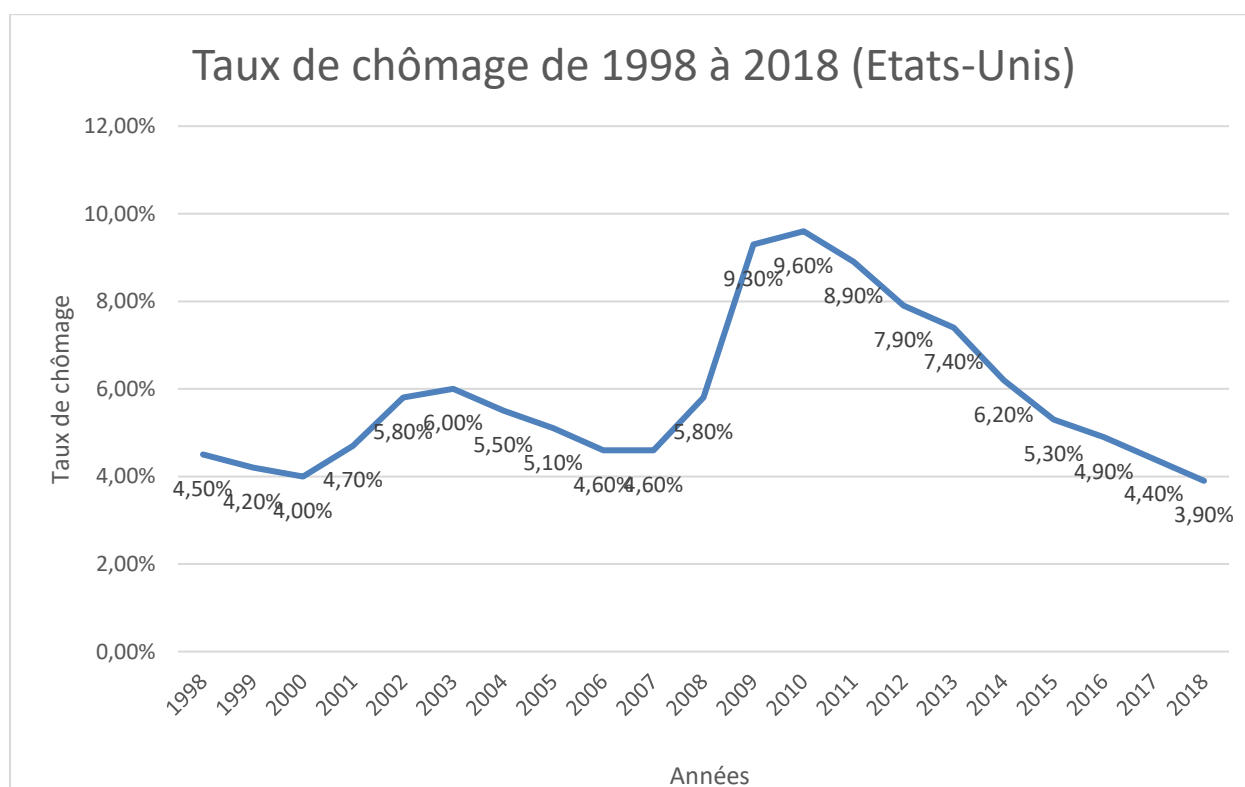
Graphique 10 : PIB par habitant E-U



Source des données : (The World Bank, n.d.)

Il est intéressant de remarquer sur ce graphique que l'annonce de l'élection de Trump n'a pas provoqué de baisse du PIB par habitant en 2017, il a augmenté dans la même lignée que les autres années. Autour des années 2000, il y a bien une légère baisse de croissance mais celle-ci débute avant les attentats et par conséquent, avant la mise en place d'une barrière entre le Mexique et les Etats-Unis. A part lors de la crise de 2008, le PIB augmente de façon stable.

Graphique 11 : Taux de chômage E-U

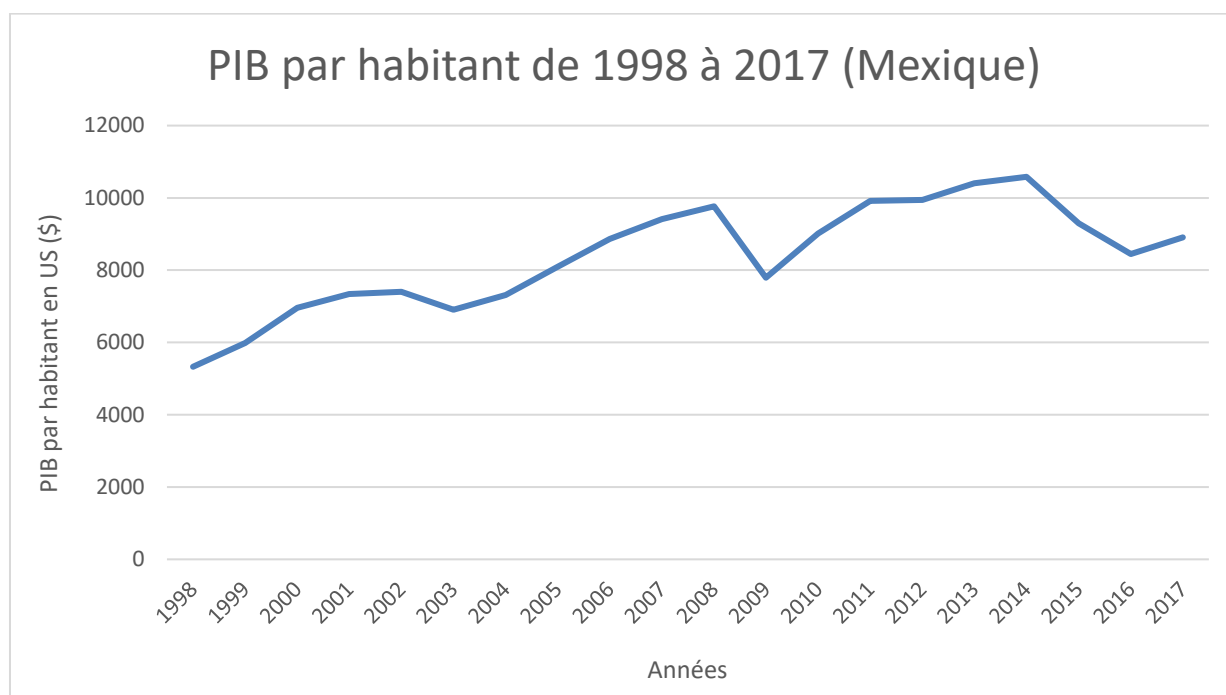


Source des données : (The World Bank, n.d.)

Sur ce graphique, le taux de chômage suit bien la loi d'Okun et on est donc dans un taux de chômage très faible en 2018. Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas eu d'effet « mur de Trump » dû à l'élection de Trump et que l'économie semble positive. Dans la même idée que pour le PIB, le taux de chômage augmente lors du début des années 2000, mais le renforcement de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis ne semble pas en être la cause. Il y a également une hausse du taux de chômage lors de la crise de 2008, ce qui semble assez normal.

Il est intéressant d'analyser les données du PIB par habitant et du taux de chômage du Mexique également. La question qui se pose est, suite aux élections de novembre 2016, est-ce que le Mexique subit un effet mur de Trump ou bien, comme pour les Etats-Unis, le mur ne change vraiment la donne.

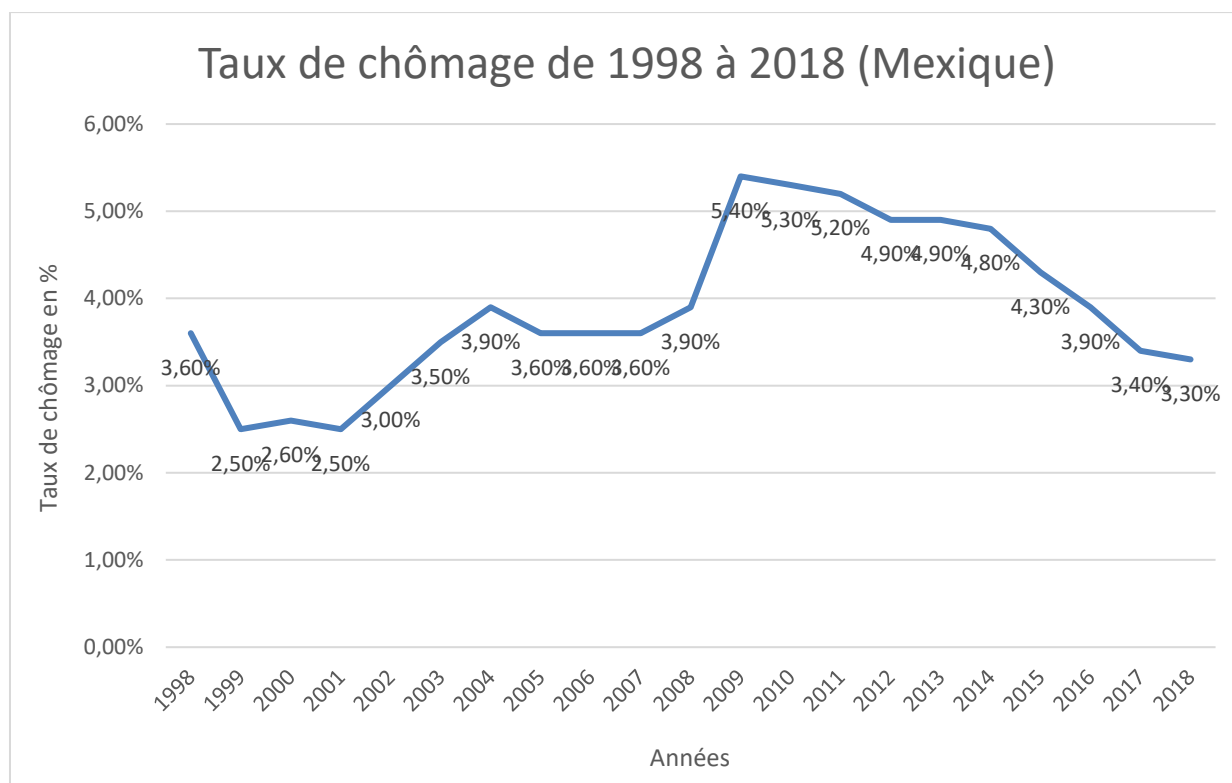
Graphique 12 : PIB par habitant Mexique



Source des données : (The World Bank, n.d.)

Sur ce graphique, le PIB par habitant du Mexique diminue après 2001, par conséquent, après les attentats de 2001 et après les démarches visant à renforcer la frontière Mexique/Etats-Unis. Il y a également une baisse du PIB en 2016 par rapport à 2015. Cependant, en 2017 et donc après l'élection de Trump et son annonce de renforcer le mur tout le long de la frontière, le PIB mexicain augmente. L'économie mexicaine ne subit pas de contre-coup suite à ces déclarations et ces élections.

Graphique 13 : Taux de chômage Mexique



Source des données : (The World Bank, n.d.)

Comme pour le PIB, le taux de chômage augmente après les attentats de 2001 et le renforcement de la frontière. Il est important de noter que contrairement au PIB, le taux de chômage ne fait que diminuer après la crise de 2008. Le taux de chômage du Mexique ne suit pas parfaitement la loi d'Okun. Il y a donc une tendance qui se dessine et qui indique que ce qui s'est passé pour la Palestine ne risque pas de se passer pour le Mexique. Il faut cependant rester prudent car pour le moment, il n'y a qu'une petite partie du mur qui est construite entre les Etats-Unis et le Mexique.

Chapitre 2 : Le projet de construction, faisabilité et temporalité

Maintenant que l'analyse comparative a été faite par rapport au mur de Gaza, il est intéressant de se focaliser sur la partie, projet de construction. En effet, le mur de Trump est un projet de grande envergure qui coûte des milliards de dollars tel que cela a été expliqué durant la partie 1, « revue historique ». La faisabilité et la temporalité, de ce projet sont des éléments importants de ce mur.

En effet, depuis l'idée du projet du mur de Trump, de nombreuses questions sont soulevées, qu'il s'agisse de l'aspect éthique, du coût, du timing de la construction du mur, des procès auxquels Trump pourrait être confronté suite à ce projet, la délocalisation des habitants américains qui ont des terrains privés sur la frontière. Il y a donc différents éléments qui pourraient entraver la construction du mur.

Tout d'abord, au niveau de la faisabilité. Depuis le début de sa campagne, Donald Trump a prévu de faire financer le mur par le Mexique, cependant, cela entraîne différentes complications d'ordre légal, environnemental et en termes de faisabilité.

Il a affirmé que les Mexicains allaient payer pour le mur et il a prévu différentes mesures afin de rendre cela possible. Tout d'abord, il comptait augmenter les tarifs sur les importations, il a également prévu de faire imposer les envois de fonds des Etats-Unis vers le Mexique, ou encore de lever une « border adjustment tax » (taxe d'ajustement à la frontière, BAT) et finalement d'augmenter les frais de visa et les passages de la frontière. Aucune de ces mesures n'a pour le moment été mise en place mais le 31 mai 2019, il a indiqué que tous les produits mexicains seraient taxés. Cette décision a provoqué un net recul de Wall Street. Ainsi, le Dow, le Nasdaq et le S&P 500 ont tous baissé suite à cette annonce. (Dadush & Seror, 2017 ; Witvrouw, 2019)

Ce mur posera d'autres soucis, car il devra passer à travers des propriétés privées ce qui entraînera probablement des procès de la part des propriétaires qui ne seront pas d'accord de se faire exproprier ou d'avoir un mur traversant leur propriété. Même s'il est entendu que les propriétaires risquent de perdre ces procès, les démarches administratives et légales qui en découleront auront un coût et prendront du temps, ce qui alourdira le budget de la construction. Malgré les différentes déclarations de Trump, le Congrès doit donner son accord sans lequel le mur ne pourra pas être construit. Il doit

donc être d'accord de payer les 20 milliards nécessaires à la construction du mur. Si les Démocrates et les Républicains continuent à s'opposer à la construction du mur, il y a de fortes chances que celui-ci ne sera pas totalement construit. (Rheinstrom, 2017)

Toutefois, le prix n'est pas si exorbitant qu'il y paraît. Si l'on poursuit la comparaison avec le mur de Gaza qui est revenu à environ 1 milliard de dollars, le coût est comparable en termes d'économie et malgré le fait qu'Israël ait un PIB inférieur aux Etats-Unis, Israël est parvenu à le financer. Les Etats-Unis avec un PIB bien plus important ne devraient donc pas avoir de problème à financer ce mur et à payer les fournisseurs qui répondraient à l'appel d'offres.

Au niveau de l'échéance, Trump annonce depuis le début de sa campagne qu'il aura construit le mur à la fin de son mandat, son mandat expire en janvier 2021, c'est-à-dire que le mur devrait être fini en début de l'an 2021. Cependant, après plus de 2 ans après son élection, la construction du mur n'a pas encore vraiment débuté et il y a eu pas mal de soucis pour obtenir l'approbation du Congrès pour un premier financement d'1 milliard de dollars.

De plus, en comparant toujours ce mur avec celui de Gaza, qui est un mur moins volumineux que celui que Trump veut construire, il faut se rappeler que le mur de Gaza a débuté en 2002 et n'a été totalement fini qu'en 2008 alors qu'il ne faisait que 700 km. Bien que les Etats-Unis soient une nation très puissante et qu'ils aient réussi des prouesses très impressionnantes, le mur de Trump risque de prendre un peu plus de temps que prévu.

Il est également intéressant de se focaliser sur le fait que le mur de Trump doit passer dans des régions qui sont difficilement accessibles, notamment des montagnes ou des mers, ce qui complique l'exercice de construction et permet de remettre en cause l'échéance annoncée.

En résumé, le mur de Trump est faisable et réalisable. Cependant, il y a des complications qui rendent sa construction difficile. Malgré ces complications, Trump a prouvé qu'il était capable de beaucoup de choses pour obtenir ce qu'il voulait. On a notamment vu qu'il avait rompu des accords entre différents pays, qu'il était revenu à une politique protectionniste afin d'essayer de redonner de la grandeur aux Etats-Unis, etc. Ceci pousse à croire qu'il va peut-être réussir à construire son mur.

Partie 3. Analyse économique

Suite à cette analyse comparative et cette revue historique, il convient à présent de passer à l'analyse économique. Cette analyse économique va nous permettre de pousser le travail encore plus loin mais également de laisser à l'auteur plus de liberté pour analyser la question.

Chapitre 1 : Coûts directs

Dans cette analyse économique, le premier aspect à aborder est le coût direct du mur. En effet, il est intéressant de noter que le mur va coûter environ 21,6 milliards de dollars (Cf Partie 1 revue historique) Cependant, quels sont les coûts directs exacts ? Sont-ils représentatifs de ce que l'on peut imaginer par rapport au montant annoncé ?

Les coûts directs sont des coûts qui sont « *en relation immédiate avec quelque chose* ». (Le petit Larousse illustré, 2002, p.337), ici en relation immédiate avec le mur.

A titre d'exemple, les coûts directs pour un mur tel que celui que Trump veut construire sont les matériaux et la main d'œuvre nécessaires à la construction, le coût des machines et tous les coûts qui se rapportent à la sous-traitance. La plupart des études réalisées sur le coût du mur ont probablement pris en compte tous ces éléments. Comme il a été démontré tout au long de ce mémoire, le mur est estimé à 21,6 milliards de dollars, ce qui peut paraître exorbitant mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas réaliste de penser que les Etats-Unis sont en mesure de relever ce défi. Si on se base uniquement sur les coûts directs, l'appel d'offres que les Etats-Unis ont lancé ne posera pas de problèmes d'un point de vue économique, ceux-ci seront fort probablement en mesure de payer les différents fournisseurs qui répondront à cet appel d'offres. Il est par contre compliqué d'obtenir des informations précises quant aux coûts spécifiques de chaque composante des coûts directs. Cependant, les Etats-Unis ont déjà investi plus de 2.3 milliards de dollars dans la construction des 700 km de mur actuel. Ils ont également investi environ 500 millions de dollars dans la maintenance annuelle. En ce qui concerne le coût du mur, il passe de 3.9 millions à 16 millions de dollars par « miles' » (1.6 km), en fonction du terrain, des coûts des propriétés, des matériaux de construction, de la conception de la barrière et de son design. (Deeds & Whiteford, n.d.)

En effet, un plan a été présenté au DHS, mais les sources disponibles ne fournissent pas de détails précis sur les différents coûts directs précisément. Il existe cependant différentes phases avec les coûts probables tel que présenté dans le rapport destiné au DHS repris ci-dessous.

Figure 1 : Le rapport sur les coûts estimés de l'Administration interne de Trump – 21.6 milliards de dollars (estimation minimum) au total pour le mur de la frontière.

Phase - Dates	Nombre de miles en fonction de la location	Coût estimés
Phase une : Septembre 2017	26 miles (42 km) près de San Diego, en Californie ; El Paso, en Texas ; et dans la Vallée Rio Grande, en Texas	360 millions de dollars
Phase deux : Les dates sont encore inconnues, mais après septembre 2017	151 miles (242 km) de frontière, dans et autour de la Vallée Rio Grande, au Texas ; Laredo, au Texas ; Tucson, en Arizona ; El Paso, au Texas ; et Big Bend, au Texas	11 à 15 millions de dollars par miles
Phase trois : Les dates sont encore inconnues – Date finale – fin 2020	1080 miles (1728 km) qui ne sont pas définis – mais c'est effectivement le reste de la frontière Mexique/Etats-Unis	11 à 15 millions de dollars par miles

Source : (Garrett, 2018)

Chapitre 2 : Coûts indirects

Dans toute entreprise, gouvernement ou institution, il y a des coûts directs mais il existe aussi tous des coût indirects qui représentent « *ce qui ne conduit pas au but directement ; qui comporte des intermédiaires* ». (Le petit Larousse illustré, 2002, 541) Ce sont des coûts que l'on ne perçoit pas comme étant en rapport direct avec le mur par exemple, mais qui font partie intégrante des coûts totaux d'une construction ou d'une entreprise. Il est important de les prendre en compte afin de pouvoir connaître le coût exact du projet du mur de Trump. Voici différents coûts indirects qui sont provoqués par le mur de Trump.

Premièrement, il y a les coûts liés aux dépenses juridiques qu'il faudrait payer suite aux différents procès et recours en justice qui ont déjà été lancés par des Etats, des Démocrates ou encore des associations afin de bloquer la construction du mur de Trump.

Deuxièmement, lors de chaque construction, qu'il s'agisse de maisons, d'immeubles ou de murs, il y a des coûts d'entretien pour prévenir la détérioration. Le mur de Trump ne fait pas exception à cette règle. Ainsi, pour les 700 km de mur existants, les coûts d'entretien s'élèvent à environ 500 millions de dollars par année (Cf coûts directs). Si le mur venait à son terme, il serait long de 3000 km environ. Vu la conception du mur et le nombre de kilomètres prévus il est cohérent de penser que les coûts d'entretien seraient multipliés par cinq, soit 2.5 milliards de dollars par année.

Troisièmement, le mur ne suffit pas à contrer toutes les tentatives de le traverser. Il faudra donc avoir des soldats qui patrouillent jour et nuit, des systèmes de surveillance afin de contrer les différentes tentatives de passage illégal, des équipements de haute technologie comme des drones ou du matériel militaire sophistiqué. Tous ces investissements ont des coûts élevés et ne sont pas directement liés au mur mais font partie des coûts indirects que l'Etat américain devra supporter. Vu ce qu'il faudra mettre en place pour surveiller les frontières, il est raisonnable de penser que ces coûts se chiffreront à des millions de dollars.

Quatrièmement, la frontière Mexique/Etats-Unis passe par des propriétés privées, les terrains n'appartiennent donc pas à l'Etat et pour construire le mur sur ceux-ci, le

gouvernement devra racheter les terrains. Tous ces rachats ont un coût, le coût d'expropriation. Il est difficile de déterminer précisément le coût de ces rachats mais les propriétaires des terres peuvent refuser l'expropriation et aller en justice. Les coûts d'expropriation pourraient donc également se joindre aux coûts juridiques.

Cinquièmement et finalement, il est important de noter que ces coûts sont compliqués à déterminer car il n'existe pas de données précises à ce jour. De plus, il faut savoir qu'il y a toujours des coûts supplémentaires qui pourraient s'ajouter que l'on nommera les coûts exceptionnels qui regroupent tous les coûts qui n'ont pas été pris en compte. Cependant si on prend en compte uniquement les coûts directs et indirects, il est tout à fait réalisable de penser qu'économiquement, il est toujours possible pour les Etats-Unis d'assumer ces coûts indirects qui s'ajoutent aux coûts directs.

Chapitre 3 : Effets macroéconomiques

Trump envisage via certaines mesures de faire payer le mur aux Mexicains, cependant certaines de ces mesures sont protectionnistes et il en résulte des effets macroéconomiques pour les Etats-Unis, le Mexique mais également d'autres pays. Il convient dès lors d'analyser cela.

Section 3.3.1. Finances publiques

Il est intéressant de se pencher sur les finances publiques des différents pays. Pour ce faire, il a été utile de se rendre sur le site du Fonds monétaire international (FMI) qui fournit des informations relatives aux finances publiques des pays.

« Dans bien des pays, la dette publique et privée frôle des sommets historiques, les perspectives de croissance et de développement à long terme ne suscitent guère l'enthousiasme et les inégalités demeurent frappantes. Face au ralentissement de la croissance mondiale et à la montée de l'incertitude, la politique budgétaire doit préparer les pays à d'éventuels replis de l'activité (en trouvant l'équilibre entre croissance et viabilité), tout en mettant davantage l'accent sur des réformes leur permettant de s'adapter à une économie mondiale en mutation rapide. » (Fonds

Monétaire International [FMI], 2019, Politique budgétaire pour une économie mondiale en mutation, para.1)

La dette publique et privée des Etats-Unis augmente. Les pays avancés d'un point de vue économique ont tendance à avoir une croissance à la baisse. Les tensions commerciales, la hausse de l'incertitude entourant les politiques économiques et l'instabilité des marchés financiers contribuent à cette diminution. Les Etats-Unis sont rentrés dans une phase où ils augmentent les dépenses et cela avec une baisse des recettes, ils sont donc entrés dans une politique budgétaire expansionniste. Cependant, cette politique compte sur le fait qu'il y aura ensuite une compensation de la dette. Cette dette étant, par exemple, remboursée par un taux de chômage qui diminue et donc des rentrées supplémentaires pour le pays. Aux Etats-Unis, la production réelle dépasse son potentiel, il faut donc rester vigilant en cas de repli de l'activité car l'Etat est très vulnérable en raison de la dette. (FMI, 2019) La dette publique américaine atteint même des records depuis que Trump est au gouvernement.

Graphique 14 : Dette publique Américaine en dollars (2014-2019)



Source : (Trading Economics, n.d.)

Le Mexique se trouve dans la même situation au niveau du financement public avec une dette publique et privée élevée. La croissance du pays semble en diminution.

Section 3.3.2. Relations commerciales

D'un point de vue macroéconomique, il est intéressant d'analyser les relations commerciales des Etats-Unis suite à la construction du mur. Tout d'abord, il est évident que le mur de Trump aura des conséquences sur les relations commerciales entre les pays voisins à savoir le Mexique et les Etats-Unis.

En effet, la construction du mur va rendre les relations avec le Mexique plus tendues. Il y aura donc des conséquences entre ces deux pays. Cependant, il faut noter que le Mexique comme on l'a vu dans la partie B, « Macroéconomie des pays concernés par le mur », n'est pas en position favorable par rapport aux Etats-Unis. Son taux d'exportation vers les Etats-Unis est très élevé et il y a de nombreux envois de fonds des migrants mexicains vers le Mexique et leurs familles. Les négociations entre les deux pays tourneront donc difficilement à l'avantage du Mexique. Cependant, le Mexique a quand même quelques points de pressions, notamment via les entreprises automobiles qui est le deuxième marché d'exportations des Etats-Unis et « *selon le département du Commerce, 1,1 million d'emplois américains dépendent directement des exportations vers le Mexique.* ». (Dadush & Seror, 2017, p.102) Il y a également des relations fortes entre ces pays notamment pour lutter contre le terrorisme, pour la lutte contre l'immigration et dans la guerre contre la drogue et les cartels. Il n'est pas forcément sain d'un point de vue économique pour les Etats-Unis de lancer cet appel d'offres. Il y a un risque de réactions de la part du Mexique. Notamment, des représailles « *sur le traitement des investissements américains, ou sur les ventes des filiales d'entreprises américaines* ». (Dadush & Seror, 2017, p.103) A court terme, une réaction du Mexique ne devrait pas être trop ressentie cependant à long terme, elle risque d'être bien plus dévastatrice. (Dadush & Seror, 2017)

De plus, il y aura également des conséquences pour les Etats-Unis, en effet, de nombreux Mexicains viennent travailler de l'autre côté de la frontière comme nous l'avons vu lors de la partie B « Le mur de Trump dans la littérature », ou viennent pour acheter des produits aux Etats-Unis, ils participent à l'économie américaine. De plus, la frontière méridionale connaît un nombre important de passages de marchandises, qui serait potentiellement touché si le mur était construit. Les Etats-Unis exportent en premier lieu vers le Mexique, il y a donc également cette relation qui risque d'en souffrir.

Bien que le Mexique et les Etats-Unis soient probablement les seuls pays à être touchés directement par le mur, il faut noter que cette mesure risque d'alerter d'autres pays comme les « big four ». Il s'agit des pays qui ont une relation forte avec les Etats-Unis à savoir, la Chine, l'Allemagne, le Japon et le Mexique dont il a déjà été question. Ces pays vont réaliser que les Etats-Unis se démarquent encore plus par leur protectionnisme comme cela a été présenté dans de la partie 1 « Le mur de Trump dans la littérature » et risquent de vouloir se protéger contre les démarches des Etats-Unis. Même si les Etats-Unis ne subiront probablement pas trop les mesures imposées par un pays, toutefois, une réaction de plusieurs pays contre eux pourrait entraîner une réaction en chaîne qui pourrait nuire à leur économie.

Section 3.3.3. Développement des coûts de manœuvre

Les coûts de manœuvre peuvent s'apparenter aux coûts directs et indirects, cependant quand les coûts directs et indirects correspondent à des données microéconomiques, les coûts de manœuvre touchent à tout ce qui est macroéconomique et sont liés aux autres secteurs à savoir, l'agriculture, les services, etc.

L'annexe 2 indique notamment que le PIB de l'agriculture pour les Etats-Unis diminue largement depuis 2016 et l'élection de Trump comme Président. Il faut lier cela au fait que de nombreux Mexicains travaillent dans l'agriculture américaine car ils sont plus enclins à accepter ces postes. L'élection de Trump a peut-être diminué ce nombre qui était conséquent, ce qui a eu un impact sur ce PIB. Le PIB de l'agriculture mexicaine est quant à lui relativement constant depuis quelques années, avec des variations fortes mais qui grimpent tout de même. (annexes 3) D'un point de vue économique par rapport à l'agriculture, il n'est pas souhaitable de répondre à l'appel d'offres du mur de Trump. En effet, au final, cela va entraîner des conséquences pour les Etats-Unis et donc il y a un risque que son PIB chute.

Au niveau du PIB des services, les Etats-Unis ont une croissance constante. Les services ne semblent pas touchés par la construction du mur de Trump. Tandis qu'au niveau du Mexique, la croissance est variable, elle semble cependant aller vers une croissance positive. Le PIB des services ne semble pas influencé par la décision de construire un mur entre le Mexique et les Etats-Unis. D'un point de vue économique par rapport aux services,

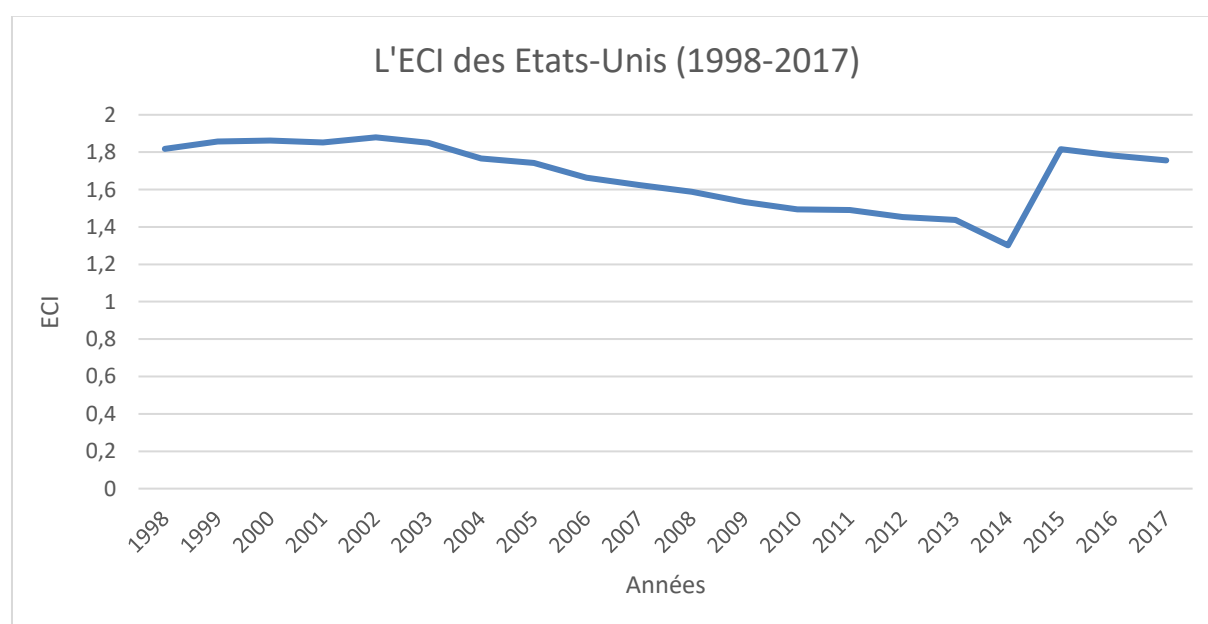
il ne semble pas y avoir de raisons pour ne pas répondre à l'appel d'offres du mur de Trump.

Chapitre 4 : Croissance

Comme nous avons vu dans la partie B « PIB, taux de chômage et ECI », il est intéressant de se focaliser sur l'ECI afin de prévoir la croissance économique d'un pays. En effet, cette donnée est fortement liée au PIB et permettra d'analyser le futur économique du pays en question. L'indice de complexité économique correspond selon Hidalgo et Hausmann à la mesure de l'intensité relative de la connaissance d'une économie. (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

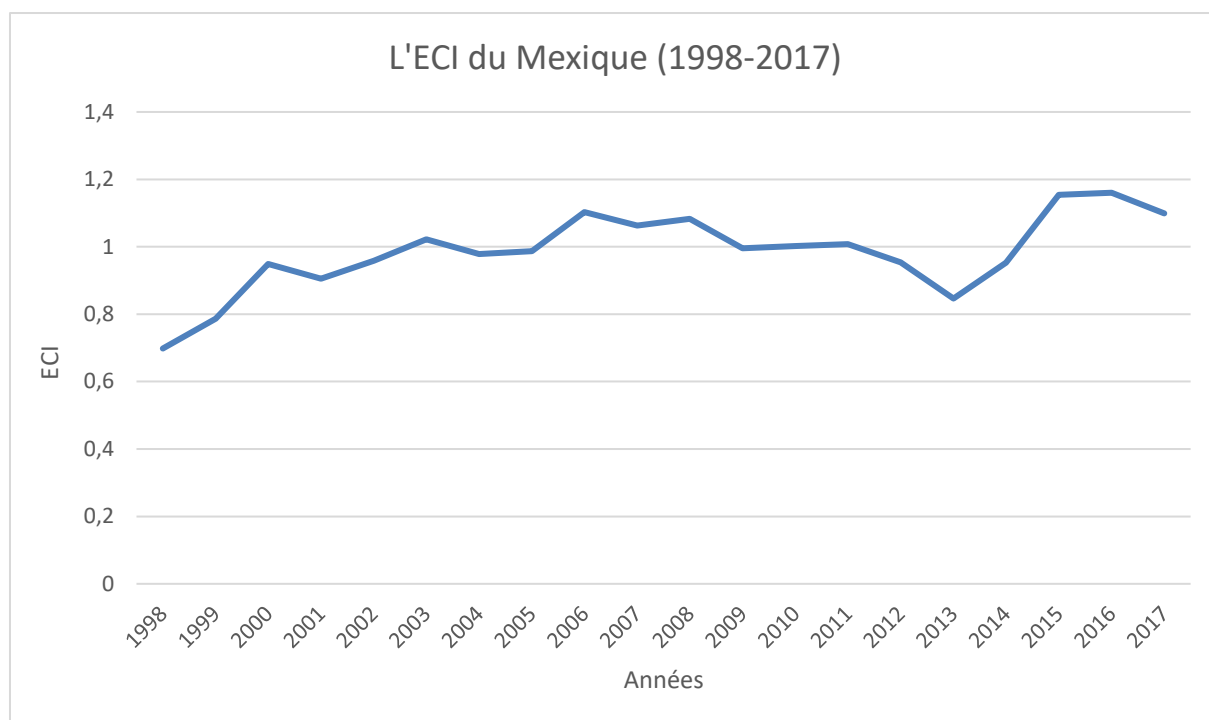
Nous allons donc comparer les ECI du Mexique et des Etats-Unis afin de voir si la croissance de ces deux pays est plutôt dans une phase positive ou négative. Il faut regarder les données depuis le moment où le mur entre le Mexique et les Etats-Unis a commencé, mais également, voir si l'élection de Trump a eu un impact quelconque suite à cette volonté accentuée de finir le mur entre les deux pays.

Graphique 15 : ECI des Etats-Unis (1998-2017)



Source des données : (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

Graphique 16 : ECI du Mexique (1998-2017)



Source des données : (The Observatory of Economic Complexity, 2017)

Comme on peut le voir sur le graphique 15 de l'ECI des Etats-Unis, il y a eu une légère baisse de cette donnée suite aux attentats et aux premières mesures visant à ériger des barrières entre le Mexique et les Etats-Unis de 2001 à 2015. En 2015, l'ECI fait un bond spectaculaire et est en pleine croissance. Les Etats-Unis ont alors un indice de complexité économique élevé. Suite à la nomination de Donald Trump comme Président, on observe une légère diminution depuis 2015.

En ce qui concerne le Mexique, le graphique 16 montre que l'ECI est bien plus variable. Suite aux premières mises en place des barrières entre le Mexique et les Etats-Unis, il n'y a pas de tendance claire. Cependant depuis 1998 jusqu'en 2016, l'ECI a plutôt tendance à augmenter pour diminuer en 2017.

On peut donc parler d'une croissance de l'économie des Etats-Unis plutôt en baisse pendant la période caractérisée par un renforcement de la frontière Mexique/Etats-Unis. On assiste cependant à une légère baisse de la croissance suite à l'arrivée de Donald

Trump. Alors que le croissance du Mexique est bien plus variable, cependant en 2017, et donc après que Donald Trump ne soit au pouvoir, la croissance diminue à nouveau. L'ECI est une donnée intéressante parce qu'elle est en lien direct avec les exportations et le PIB du pays.

Chapitre 5 : L'effet "concorde"

Il convient maintenant de se pencher sur la dernière partie de cette analyse économique, à savoir : l'effet concorde. Tout d'abord, une définition du terme « effet concorde » s'impose. Le sunk cost fallacy (l'effet de coût irrécupérable) ou l'effet concorde, « *est un comportement économique inadapté qui se manifeste par une plus grande tendance à poursuivre un effort une fois qu'un investissement en argent, en efforts ou en temps a été fait.* » (Arkes & Ayton, 1999, p.591) Il est intéressant de se pencher sur cette déviance économique qui pousse une personne qui aurait investi dans un projet à continuer ce projet malgré qu'il réalise que celui-ci n'atteindra pas le but recherché.

Il est donc dans l'intérêt de tout le monde de savoir si le mur de Trump se retrouve dans cette catégorie de projets. En effet, il est clair que le projet de Trump a des partisans et des détracteurs. Depuis que la barrière entre le Mexique et les Etats-Unis après les attentats a été mise en place, l'immigration illégale a chuté énormément pour se retrouver à son niveau le plus faible depuis de nombreuses années. Il est donc légitime de savoir si Trump est en train de plonger dans l'effet concorde ou non.

Trump a passé beaucoup de temps à dire qu'il allait construire ce mur, c'était une de ses promesses de campagne et s'il ne respecte pas cette promesse, il y a des chances que des électeurs le lui reprochent. Il a dépensé du temps et des efforts pour ce projet. Depuis que le Congrès lui a accordé 1.4 milliards de dollars, il a déjà dépensé une partie de cette somme. Tout ceci pousse à croire que Trump est effectivement dans un effet concorde qui le pousse à vouloir terminer son projet malgré que le but à atteindre est déjà presque atteint, à savoir limiter le nombre d'immigrés illégaux, ce qui est déjà en partie accompli comme nous avons pu le voir. Même si le projet du mur venait à aboutir, les tendances confirment qu'il ne le finira pas dans les temps pour les prochaines élections.

Par rapport à cet effet concorde, d'un point de vue économique, il n'est pas intéressant pour l'Etat de payer les fournisseurs qui répondraient à l'appel d'offres du mur de Trump car il y a un risque de ne pas satisfaire aux exigences que Trump avait envisagées. En effet, Trump semble vouloir absolument construire ce mur pour pouvoir dire qu'il a répondu à sa promesse mais vu les chiffres de l'immigration actuelle, le but recherché ne semble plus le même que celui du départ.

Conclusions

Ces dernières années ont été marquées par l'élection de Trump et des différentes mesures qu'il a prises au cours de son mandat. En effet, les Etats-Unis est une grande économie qui a un impact non négligeable au niveau de l'économie mondiale. Tous ses faits et gestes sont ainsi, surveillés et analysés dans toutes les parties du monde. Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne parle de lui. Ainsi, à la date du 31 mai 2019, il était encore possible de changer une partie du mémoire parce qu'une nouvelle mesure a été prise à cette date-là. C'est un sujet d'actualité qui intéresse beaucoup de monde.

Contribution à la littérature

Tout d'abord, soulevons les différents points qui ont permis d'avancer sur la littérature. Dans beaucoup d'articles scientifiques, le mur de Trump est présent, cependant, d'un point de vue économique, ce sujet n'est pas forcément traité. C'était l'occasion d'apporter une valeur ajoutée à la littérature d'un point de vue économique dans le cadre de la construction du mur de Trump. De plus, dans beaucoup de travaux, le mur de Trump n'est pas analysé individuellement, mais plus comme une partie des différentes mesures Trump prises par Trump. Dans ce mémoire, il a vraiment été question de savoir si le mur de Trump était économiquement rentable et de connaître les conséquences de celui-ci.

Deuxièmement, l'analyse comparative avec le mur de Gaza s'est avérée intéressante. En effet, même si ce mur n'est pas de la même taille, il est possible de les comparer pour différentes raisons et cela a permis d'avancer pour répondre à la question de recherche. On a pu voir que le mur de Trump risquait d'engendrer les mêmes problèmes que pour celui de Gaza, que ce soit au niveau du taux de chômage mais également pour ce qui touche les importations et les exportations. En effet, la Palestine tout comme le Mexique subissent ou vont subir des diminutions à ces niveaux-là.

Recommandations pratiques

Toute une analyse économique a été faite à la suite de la partie « littérature », cette analyse économique a permis d'apporter différentes recommandations afin de déterminer s'il faut répondre à l'appel d'offres du mur de Trump d'un point de vue économique.

Pour commencer, nous avons analysé les différents coûts et il faut se montrer assez optimiste quant au fait que les fournisseurs qui répondraient à l'appel d'offres du mur de Trump ne devraient pas avoir trop de soucis pour être payés. En effet, les Etats-Unis sont une puissance économique forte et il a été indiqué qu'au niveau des coûts directs, la faisabilité de la construction du mur n'était pas mise en cause.

Cependant, il ne faut pas oublier les coûts indirects qui risquent d'alourdir la facture pour les Etats-Unis. Ceux-ci pourraient voir le coût final du mur augmenté fortement surtout pour les coûts d'entretiens, ce qui représente un risque pour les investisseurs. De plus, il convient de retenir la possibilité que ce projet soit caractérisé par l'« effet concorde », c'est-à-dire que de l'argent est investi mais que les attentes de départ ne sont plus les mêmes, avec tous les risques que cela représente. En effet, le nombre d'immigrations illégales est en baisse, le but recherché n'est-il donc pas déjà atteint ?

Discussion

Cette partie de la conclusion a trait à ce que l'auteur aurait fait de différent s'il devait écrire à nouveau ce mémoire. Elle contient également une discussion sur l'éthique du mur de Trump et sur les différentes difficultés rencontrées durant l'élaboration du travail.

Tout d'abord, il aurait été utile de voir un économiste américain ou une personne qui aurait pu l'aider à mieux analyser le problème du mur de Trump d'un point de vue économique. En effet, il est difficile d'analyser ce problème tout seul. C'est un sujet de grande envergure qui touche différentes perspectives, qu'elles soient économiques, sociales, éthiques, politiques ou encore historiques. Il aurait convenu de faire un tri parmi toutes ces informations et arriver à ressortir le principal. Il s'agit d'un exercice compliqué et une personne plus expérimentée d'un point de vue économique aurait pu mieux guider l'auteur. Deuxièmement, il aurait pu être intéressant de réaliser une interview de cette personne potentielle ce qui aurait permis d'obtenir des informations supplémentaires.

Ensuite, il aurait pu être intéressant d'analyser l'approche d'un économiste pro-Trump et d'un économiste anti-Trump, cela aurait permis une meilleure analyse mais également de trouver des idées communes et des idées complètement opposées. Il était cependant compliqué de faire plus de 7000 km pour rencontrer des économistes.

Enfin, il a été décidé d'ajouter dans cette conclusion une approche éthique du problème. Faut-il répondre à l'appel d'offres du mur de Trump ? Cette question insinue une notion éthique, l'éthique est un sujet très en vogue et ce mur ne peut pas se dérober à la question de l'éthique.

Dans une société actuelle où la mondialisation est en hausse, que les échanges entre les pays sont en augmentation, où les moyens de communication ne cessent d'augmenter, où deux personnes de deux continents peuvent être en contact chaque jour, la fermeture des frontières n'est-elle pas en contradiction avec cette société ? D'un point de vue éthique, répondre à l'appel d'offres du mur de Trump n'est-ce pas une aberration pour notre société ?

A l'heure de la mondialisation, une entreprise qui dérogerait au respect d'une certaine éthique définie internationalement, risquerait de subir les conséquences de ses décisions, notamment si elle venait à répondre à l'appel d'offres de Trump.

Enfin, il y a une crise migratoire qui est de plus en plus présente. Cette crise pousse les différents gouvernements à trouver des solutions pour accueillir des populations en péril, le mur entre le Mexique et les Etats-Unis est plutôt vu comme un signe négatif dans un tel contexte. .

Il est également opportun de mentionner les différentes difficultés lors de la rédaction de ce mémoire.

La première difficulté rencontrée était à propos des différentes données, la plupart des sources sont des sources secondaires car il n'y a pas encore beaucoup d'informations sur le mur vu qu'il n'est pas facile de connaître les implications futures tant qu'il n'est pas terminé. Les données sur les différents coûts par exemple, ou sur d'autres recherches effectuées durant la rédaction du mémoire n'étaient pas facilement identifiables dans la littérature, ce qui a provoqué des complications. Il y avait également le fait qu'il s'agit d'un sujet d'actualité et qu'il y a donc des avancées qui ont entraîné des modifications tout au long de l'écriture du mémoire.

La deuxième difficulté rencontrée est liée à l'absence d'un promoteur jusque assez tard (le premier contact datant du 30 avril 2019). En effet, l'auteur n'a plus pu travailler avec son promoteur de départ qui n'a plus pu assurer la supervision de l'écriture du mémoire

en raison d'un congé sabbatique. Il a donc fallu trouver un autre promoteur. Le Professeur Agrell s'est porté volontaire, ce qui a été fort apprécié. Toutefois les idées échangées avec le promoteur initial différaient totalement de celles souhaitées par le Professeur Agrell, ce qui a forcé l'auteur a réécrire toute une partie de son travail dans des délais très courts.

Bibliographie

- Abu-Sada, C. (2003). D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation. *Égypte/Monde arabe*, 6, 83-96.
doi : 10.4000/ema.932
- Adams, K. (2017). *The list of companies that want to build the wall is growing*. Retrieved from Marketplace Web site :
<https://www.marketplace.org/2017/03/02/business/list-companies-want-build-border-wall-growing/>
- Arkes, H.R. & Ayton, P. (1999). The sunk cost and concorde effects : are humans less rational than lower animals. *Psychological Bulletin*, 125(5), 591-600. Retrieved from <http://www.americandreamcoalition.org/transit/sunkcosteffect.pdf>
- Bathelot, B. (2018). *Définition : appel d'offres*. Retrieved Mei 16, 2019 from Définitions Marketing « L'encyclopédie illustrée du marketing » Web site :
<https://www.definitions-marketing.com/definition/appe-d-offres/>
- Blanchard, O. & Cohen, D. (2009). *Macroéconomie* (5è éd.). Paris: Pearson education france
- Corey, M. & Becker, A. (2017). *The wall: Building a continuous US-Mexico barrier would be a tall order*. Retrieved from Reveal research Web site
<https://www.revealnews.org/article/the-wall-building-a-continuous-u-s-mexico-barrier-would-be-a-tall-order/>
- Courbe, J.F. (2005). Les conséquences du conflit sur la situation économique et sociale des territoires palestiniens occupés. *Confluences Méditerranée*, 55(4), 31-40. Retrieved from
<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-4-page-31.htm>
- Dadush, U. & Seror, M. (2017). L'Amérique déclenchera-t-elle une guerre commerciale mondiale ? *L'Économie politique*, 74(2), 97-112. Retrieved from
<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2017-2-page-97.htm>

Deeds, C. & Whiteford, S. (n.d.). The social and economic costs of Trump's wall. *Voices of Mexico*, 102, 24-28. Retrieved from

<http://www.revistascisan.unam.mx/Voices/pdfs/10207.pdf>

Department of Homeland Security. (2017). *Written testimony of DHS secretary John F. Kelly for a house committee on homeland security hearing titled "Ending the crisis: America's borders and the path to security"*. Retrieved from

<https://www.dhs.gov/news/2017/02/07/written-testimony-dhs-secretary-john-f-kelly-house-committee-homeland-security>

El Mokri, K. (2016). *Le défi de la transformation économique structurelle : une analyse par la complexité économique*. Rabat, Maroc: OCP Policy Center. Retrieved from

<https://www.policycenter.ma/sites/default/files/OCPPC-RP1608.pdf>

Felbab-Brown, V. (2017). *The wall : the real costs of a barrier between the United States and Mexico*. Retrieved from Brookings Web site :

<https://www.brookings.edu/essay/the-wall-the-real-costs-of-a-barrier-between-the-united-states-and-mexico/>

FindRFP. (n.d.). *Bid: what is a bid ?* Retrieved from

<https://www.findrfp.com/Government-Contracting/bid.aspx>

FindRFP. (n.d.). *Federal government contracts and bids*. Retrieved from

<https://www.findrfp.com/Government-Contracting/Federal-Contracts-Bids.aspx>

Fonds Monétaire International. (2019). *Moniteur des finances publiques - avril 2019*.

Retrieved from

<https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2019/03/18/fiscal-monitor-april-2019>

Garrett, T. (2018). Where there's a wall there's a way : The end of democratic discourse regarding immigration and border security policy. *Maryland Journal of International Law*, 33(8), 183-204. Retrieved from

<https://digitalcommons.law.umaryland.edu/mjil/vol33/iss1/8/>

Geenen, B. (2013). *Vendre au gouvernement américain*. Washington D.C.: AWEX.

Retrieved from

<https://awex-export.be/fr/marches-et-secteurs/etats-unis/cadre-juridique-128>

Gil, L. (2003). *Israël est un état religieux*. Montréal: Le devoir Retrieved from http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill_louis/Israel_Etat_religieux/Israel_Etat_texte.html

Goussot, M. (2017). Le projet de Donald Trump d'ériger un « mur » entre le Mexique et les États-Unis. *Raison présente*, 202(2), 55-65. Retrieved from <https://www.cairn.info/revue-raison-presente-2017-2-page-55.htm>

Hairault, J.O. (n.d.). *Macroéconomie – vue d'ensemble*. Retrieved from Encyclopaedia Universalis Web site :

https://www.universalis.fr/encyclopedie/macroeconomie-vue-d-ensemble/#i_0

Laferrère, A. (2017). Trump, le catalyseur. *Commentaire*, 159(3), 579-584. Retrieved from <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2017-3-page-579.htm>

Lanata, X.R. (2017). La France face à la politique économique de Trump. *Politique étrangère, Hiver* (4), 159-171. Retrieved from

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-4-page-159.htm>

La Presse. (2017). *Présentation de prototypes pour le mur de Trump à la frontière*.

Retrieved from

<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201710/26/01-5141414-presentation-de-prototypes-pour-le-mur-de-trump-a-la-frontiere.php>

Le petit Larousse illustré. (2002). Paris: Larousse

Liabot, T. (2018). *Mur à la frontière mexicaine : Donald Trump pris à son propre piège*.

Retrieved from Le Journal du Dimanche Web site :

<https://www.lejdd.fr/International/mur-a-la-frontiere-mexicaine-donald-trump-pris-a-son-propre-piege-3823511>

Musampa, B. (2018). Amérique latine : le dragon chinois dans l'arrière-cour des États-Unis. *Les grands dossiers de diplomatie*, 45, 76-77. Retrieved from http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chine_amerique_latine_gdd45_b-musampa.pdf

Neisse, F. & Novosseloff A. (2010). L'expansion des murs : le reflet d'un monde fragmenté ? *Politique étrangère, Hiver*, 731-742. Retrieved from <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-4-page-731.htm>

Parizot, C. (2010). D'un mur à l'autre : la séparation vue par les Israéliens (2002-2010). *Politique étrangère*, 4, 743-756. Retrieved from <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-4-page-743.htm>

Rheinstrom, J. (2017). Current developments: one hundred days of president Trump's executive orders. *Geo.Immigr.L.J.*, 31, 433-445. Retrieved from <https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/geoimlj31&div=20&id=&page=&t=1559571967>

The Observatory of Economic Complexity. (2017). *Economic complexity rankings (ECI)*. Retrieved Mei 26, 2019 from <https://atlas.media.mit.edu/en/rankings/country/eci/>

The Observatory of Economic Complexity. (2017). *Israël*. Retrieved Mei 26, 2019 from <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/isr/>

The Observatory of Economic Complexity. (2017). *Mexico*. Retrieved Mei 26, 2019 from <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/mex/>

The Observatory of Economic Complexity. (2017). *United States*. Retrieved Mei 26, 2019 from <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/usa/>

The World Bank. (n.d.). *GDP per capita – Mexico*. Retrieved Mei 27, 2019 from <https://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=NY.GDP.PCAP.CD&country=MEX>

The World Bank. (n.d.). *GDP per capita – USA*. Retrieved Mei 27, 2019 from <https://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=NY.GDP.PCAP.CD&country=USA>

The World Bank. (n.d.). *Unemployment Total – Mexico*. Retrieved Mei 27, 2019 from <https://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=SL.UEM.TOTL.NE.ZS&country=MEX>

The World Bank. (n.d.). *Unemployment Total – USA*. Retrieved Mei 27, 2019 from <https://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=SL.UEM.TOTL.NE.ZS&country=USA>

Trading Economics. (n.d.). *Israël – GDP per capita*. Retrieved Mei 24, 2019 from <https://tradingeconomics.com/israel/gdp-per-capita>

Trading Economics. (n.d.). *Israël – unemployment rate*. Retrieved Mei 24, 2019 from <https://tradingeconomics.com/israel/unemployment-rate>

Trading Economics. (n.d.). *Palestine - GDP per capita*. Retrieved Mei 24, 2019 from <https://fr.tradingeconomics.com/palestine/gdp-per-capita>

Trading Economics. (n.d.). *Palestine – unemployment rate*. Retrieved Mei 24, 2019 from <https://tradingeconomics.com/palestine/unemployment-rate>

Trading Economics. (n.d.). *United States Government Debt*. Retrieved Mei 29, 2019 from <https://tradingeconomics.com/united-states/government-debt>

U.S. Customs and Border Protection. (2018). *Border Patrol History*. Retrieved Mei 15, 2019 from <https://www.cbp.gov/border-security/along-us-borders/history>

Vallet, É. & David, C. (2012). Introduction. Du retour des murs frontaliers en relations internationales. *Études internationales*, 43(1), 5–25. doi:10.7202/1009137ar

Villalobos, D. & Hautefort, J. (2017). Donald Trump contre l'Amérique latine. *Outre-Terre*, 50(1), 174-186. Retrieved from <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2017-1-page-174.htm>

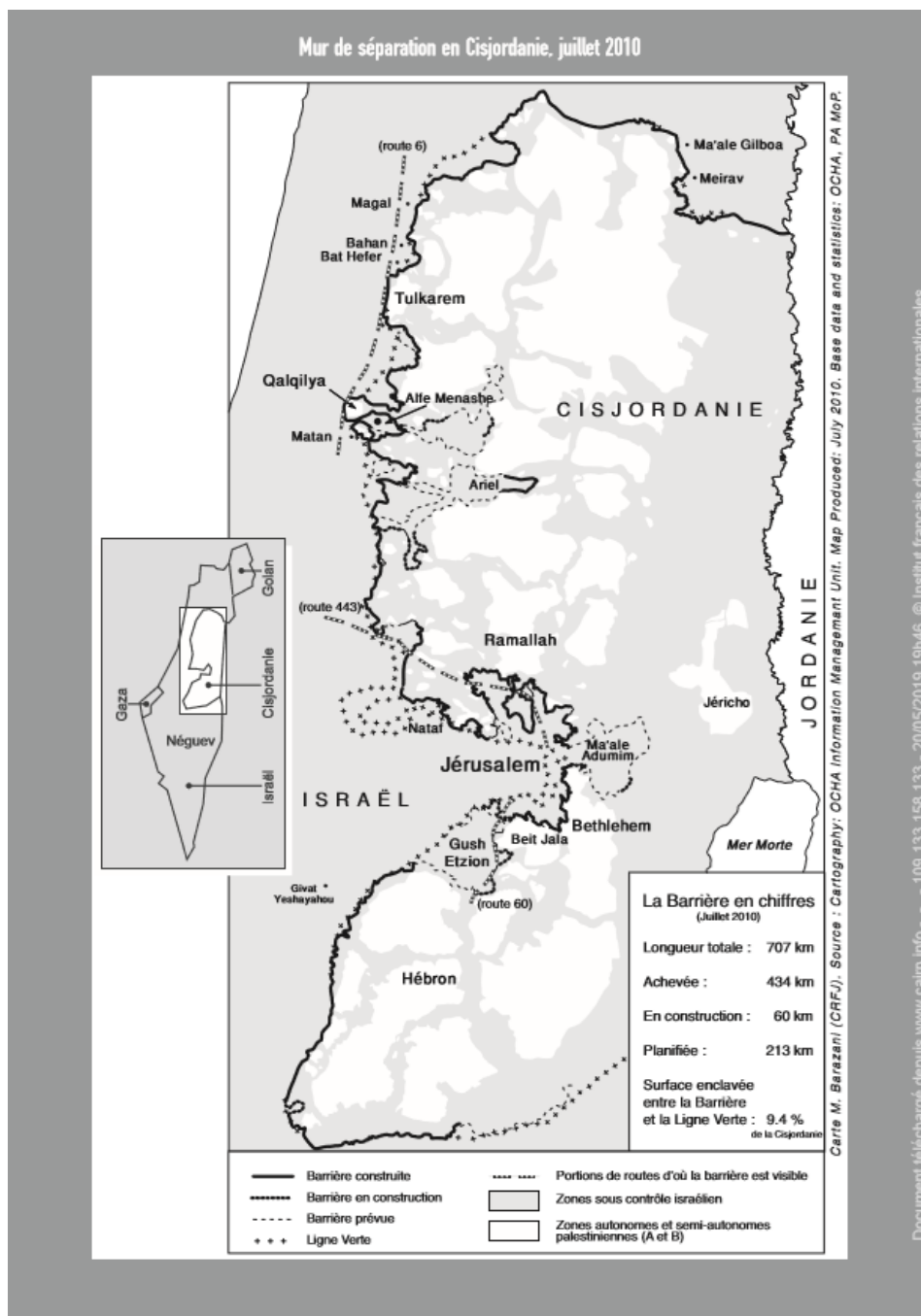
Witvrouw, F. (2019). *Pire mois de l'année à la bourse de New York*. Retrieved from L'Echo Web site :

<https://www.lecho.be/content/echo/fr/mme-articles/10/13/21/67/10132167>

Yang, M. (2017). Crossing between the Great Wall of China and the « Great » Trump Wall. *Palgrave Communications*, 3(25), 1-6. doi:10.1057/s41599-017-0031-2

Annexes

Annexe 1 : Carte de la frontière entre la Cisjordanie et Israël



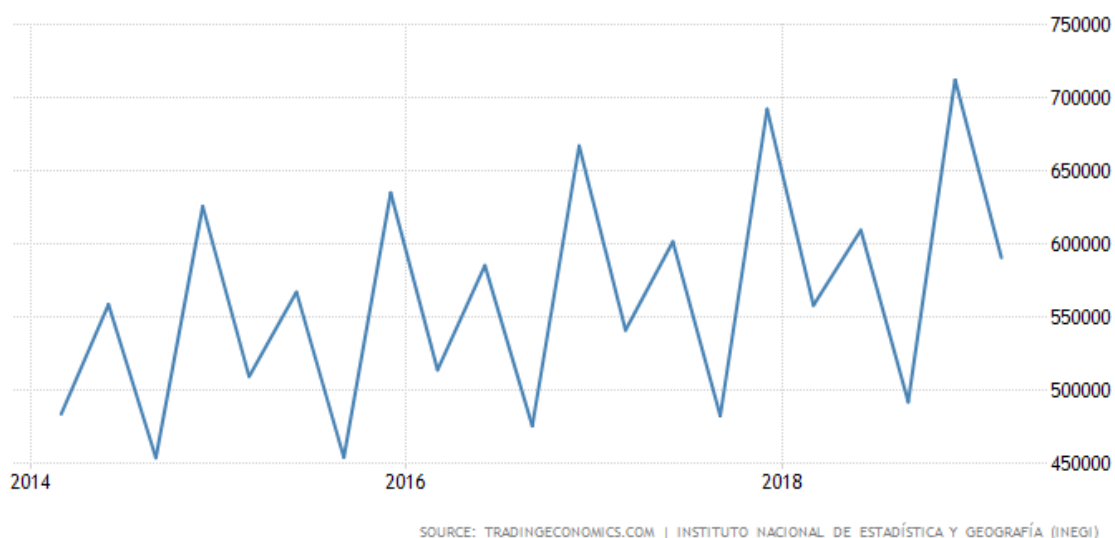
Source : (Parizot, 2010)

Annexe 2 PIB de l'agriculture des Etats-Unis (2009-2019)



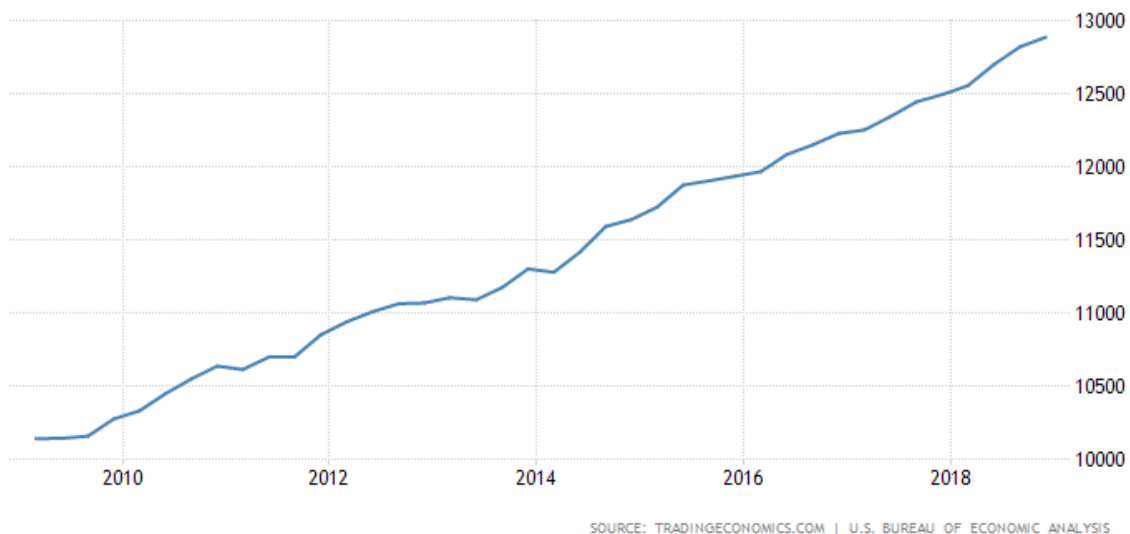
Source : Trading Economics. (n.d.). *United States GDP from agriculture forestry fishing and hunting*. Retrieved Mei 30, 2019 from <https://tradingeconomics.com/united-states/gdp-from-agriculture>

Annexe 3 PIB de l'agriculture du Mexique (2014-2019)



Source : Trading Economics. (n.d.). *Mexico GDP from agriculture*. Retrieved Mei 30, 2019 from <https://tradingeconomics.com/mexico/gdp-from-agriculture>

Annexe 4 PIB des services des Etats-Unis (2009-2019)



Source : Trading Economics. (n.d.). *United States GDP from private services producing industries*. Retrieved Mei 30, 2019 from <https://tradingeconomics.com/united-states/gdp-from-services>

Annexe 5 PIB des services du Mexique (2014-2019)



Source : Trading Economics. (n.d.). *Mexico GDP from services*. Retrieved Mei 30, 2019 from <https://tradingeconomics.com/mexico/gdp-from-services>